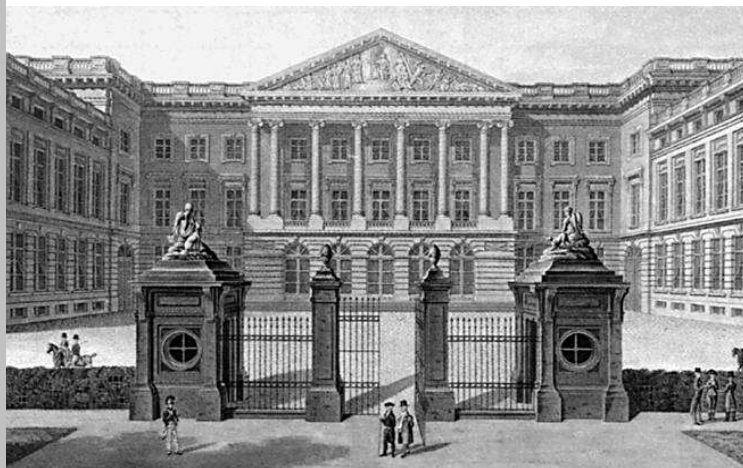


Sénat de Belgique

Session ordinaire 2010-2011



5-27COM

**Commission de l'Intérieur et des
Affaires Administratives**

Mardi 25 janvier 2011

Séance du matin

Annales

Belgische Senaat
Gewone zitting 2010-2011

Handelingen

**Commissie voor de Binnenlandse
Zaken en voor de Administratieve
Aangelegenheden**

Dinsdag 25 januari 2011

Ochtendvergadering

5-27COM

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire**Inhoudsopgave**

<p>Demande d'explications de M. Bert Anciaux au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile et au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales et au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «la régularisation des personnes sans papiers et l'accompagnement indispensable des personnes régularisées» (n° 5-267).....4</p> <p>Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la ministre de l'Intérieur sur «les contrôles de l'alcoolémie durant la période de fin d'année» (n° 5-266)6</p> <p>Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la ministre de l'Intérieur sur «l'appel lancé aux écoles et associations, les invitant à prêter main forte à la lutte contre le terrorisme» (n° 5-272)8</p> <p>Demande d'explications de Mme Zakia Khattabi à la ministre de l'Intérieur sur «l'application du projet COPPRA (Community Policing and Prevention of Radicalisation and terrorism) et la prévention de la radicalisation des jeunes» (n° 5-322).....8</p> <p>Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la ministre de l'Intérieur sur «le contrôle et la protection des entreprises Seveso dans notre pays» (n° 5-282)16</p> <p>Demande d'explications de Mme Caroline Désir à la ministre de l'Intérieur sur «la présence et l'action éventuelles de policiers ou de services de renseignements tunisiens sur le sol belge» (n° 5-294).....18</p> <p>Demande d'explications de Mme Zakia Khattabi à la ministre de l'Intérieur sur «la présence de policiers et d'agents des services de renseignements tunisiens sur le sol belge et leur collaboration avec nos propres services» (n° 5-302).....18</p> <p>Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la ministre de l'Intérieur sur «l'importante augmentation des rixes violentes opposant des jeunes» (n° 5-314)19</p> <p>Demande d'explications de M. Huub Broers à la ministre de l'Intérieur sur «la zone de police AMOW» (n° 5-326)21</p> <p>Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel à la ministre de l'Intérieur sur «la réglementation sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces» (n° 5-329)23</p>	<p>Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid en aan de staatssecretaris voor Begroting, Migratie- en asielbeleid, Gezinsbeleid en Federale Culturele Instellingen en aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de regularisatie van mensen zonder papieren en de noodzakelijke begeleiding» (nr. 5-267)4</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de alcoholcontroles tijdens de eindejaarsperiode» (nr. 5-266)6</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Binnenlandse Zaken over «haar oproep aan scholen en verenigingen om mee de terreur te bestrijden» (nr. 5-272)8</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Zakia Khattabi aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de toepassing van het project COPPRA (Community Policing and Prevention of Radicalisation and terrorism) en het voorkomen van radicalisering bij jongeren» (nr. 5-322).....8</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de controle en bescherming van de Seveso-bedrijven in ons land» (nr. 5-282)16</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Caroline Désir aan de minister van Binnenlandse Zaken over «mogelijke aanwezigheid en optreden van Tunesische politie of inlichtingendiensten op het Belgisch grondgebied» (nr. 5-294)18</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Zakia Khattabi aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de aanwezigheid van Tunesische politie en inlichtingendiensten op Belgisch grondgebied en hun samenwerking met onze eigen diensten» (nr. 5-302).....18</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de forse toename van zware steekpartijen onder jongeren» (nr. 5-314)19</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Huub Broers aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de politiezone AMOW» (nr. 5-326)21</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de regelgeving over het professioneel grensoverschrijdend transport van eurocontanten» (nr. 5-329)23</p>
---	--

Présidence de M. Philippe Moureaux*(La séance est ouverte à 10 h 05.)***Demande d'explications de M. Bert Anciaux au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile et au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales et au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «la régularisation des personnes sans papiers et l'accompagnement indispensable des personnes régularisées» (n° 5-267)**

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Selon plusieurs sources, on a régularisé dans notre pays en 2009 près de quinze mille personnes sans papiers. En 2010, ce nombre s'établirait à vingt-quatre mille. Les partis de droite dépeignent ces nombreuses régularisations comme un danger pour notre société et utilisent ces chiffres comme arguments décisifs pour demander la suppression de la procédure de régularisation. D'un autre côté on peut également voir ces régularisations comme une légalisation de personnes en séjour illégal. Ces personnes obtiennent ainsi véritablement une opportunité pour s'intégrer et s'impliquer dans notre société, et améliorer leur situation parfois précaire. Il est en outre essentiel d'insister sur le fait que ces personnes régularisées sont passées par une procédure stricte avec des exigences sérieuses. C'est pourquoi je pense que la régularisation de criminels ou d'extrémistes dangereux est impossible, même si monsieur tout-le-monde estime que parmi ces régularisés, ils sont nombreux à être un danger pour notre communauté. Il est donc nécessaire et urgent que le gouvernement diffuse clairement et avec conviction une information correcte. C'est de cette manière qu'on lutte contre les préjugés et les erreurs sur la régularisation et qu'on donne à ces personnes une chance plus équitable et plus ouverte de se développer dans leurs nouvelles communautés.*

Le secrétaire d'État peut-il nous faire part des critères qui ont été imposés à la régularisation de personnes sans-papiers ? Combien de temps ces personnes ont-elles déjà séjourné dans notre pays ? Combien de demandes de régularisation ont-elles été refusées durant les deux dernières années ? Combien de temps la procédure actuelle de régularisation restera-t-elle encore d'application ? Qu'a-t-on prévu comme accompagnement de ces personnes régularisées ? Combien sont-elles aidées à trouver un travail ? Quel pourcentage des chefs de famille régularisés ont-ils trouvé immédiatement un travail ? Comment se passe la collaboration avec les autorités locales et quel appui ces autorités reçoivent-elles ? Y a-t-il des signes d'effet d'appel de ces régularisations sur l'afflux nouveau de gens sans-papiers ? Cela fait-il l'objet de recherches scientifiques et si oui, quels en sont les résultats ? Si non, pourquoi n'y a-t-il pas de recherche ? Qu'a fait ou entrepris le gouvernement pour expliquer à la population que les régularisés sont des personnes qui sont bien intégrées depuis des années dans les

Voorzitter: de heer Philippe Moureaux*(De vergadering wordt geopend om 10.05 uur.)***Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid en aan de staatssecretaris voor Begroting, Migratie- en asielbeleid, Gezinsbeleid en Federale Culturele Instellingen en aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de regularisatie van mensen zonder papieren en de noodzakelijke begeleiding» (nr. 5-267)**

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Volgens verschillende bronnen regulariseerde ons land in 2009 bijna 15 000 mensen zonder papieren. Voor 2010 zou dit aantal ongeveer 24 000 bedragen. Rechtse partijen schilderen deze getallen af als een gevaar voor onze samenleving en gebruiken ze als doorslaggevende argumenten voor de afschaffing van de regularisatieprocedure. Anderzijds kan men deze regularisaties ook bekijken als het legaliseren van illegaal verblijvende mensen. Die krijgen zo een reële kans om zich te integreren en in te zetten in onze samenleving en om hun eigen soms precaire situatie te verbeteren. Daarbij is het ook essentieel te benadrukken dat deze geregulariseerden een strenge procedure doorstonden, waarbij ernstige eisen werden gesteld. Zo lijkt mij een regularisatie van misdadigers of gevaarlijke extremisten onmogelijk, ook al denkt de gemeente dat velen van deze geregulariseerden een gevaar betekenen voor onze gemeenschap. Het is dan ook nodig dat de regering dringend, duidelijk en met overtuiging de correcte informatie verspreidt. Daardoor bestrijdt men vooroordelen en misvattingen over regularisaties en krijgen deze mensen een meer faire en open kans om zich in hun nieuwe gemeenschappen te ontwikkelen.

Kan de staatssecretaris meedelen welke criteria werden gesteld aan de regularisatie van mensen zonder papieren? Hoelang verbleven deze mensen reeds in ons land? Hoeveel aanvragen voor regularisatie werden gedurende de laatste twee jaar afgewezen? Hoe lang loopt de huidige procedure voor regularisatie nog? In welke begeleiding wordt voorzien voor de mensen die geregulariseerd werden? Hoe worden ze ondersteund om werk te vinden? Hoeveel procent van de gezinshoofden van alle mensen die sinds 2005 geregulariseerd werden, vonden inmiddels werk? Hoe verloopt de samenwerking met de plaatselijke overheden en verenigingen en welke ondersteuning krijgen ze? Is er een aanwijzing van het aantrekkings-effect van deze regularisatie op een nieuwe toestroom van mensen zonder papieren? Bestaat hierover wetenschappelijk onderzoek en zo ja, met welke resultaten? Zo neen, waarom niet? Wat deed of onderneemt de regering om de bevolking duidelijk te maken dat het hier gaat over mensen die zich al jarenlang goed hebben ingeburgerd in de plaatselijke gemeenschappen? Wat werd gerealiseerd voor een betere, correctere communicatie om duidelijk te maken dat het hier gaat over mensen die geen crimineel verleden

communautés locales ? Qu'a-t-on fait pour améliorer et rendre plus correcte la communication sur le fait qu'il s'agit de personnes qui n'ont pas de passé criminel et ne font encourir aucun risque ni à la sûreté de l'État ni à la population ? Que pensent le premier ministre ou le secrétaire d'État de ce qui peut être fait pour contrer le populisme sommaire et dangereux de nombreux partis politiques qui suscitent insécurité et angoisse dans la population au détriment de ces personnes ?

M. Melchior Wathelet, secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales. – *Les procédures d'autorisation de séjour pour raisons humanitaires ne sont pas seulement ouvertes aux personnes qui ne possèdent pas de titre de séjour dans notre pays, mais aussi à celles qui y séjournent sous un autre statut ou avec une autorisation légale provisoire.*

En exécution de l'accord de gouvernement de 2009, j'ai appliqué des critères clairs et trouvé une solution pour des personnes qui étaient souvent ici depuis des années dans une situation sans perspectives. Ces critères ont toutefois été annulés par le Conseil d'État. Néanmoins, pour garantir la sécurité juridique, j'ai annoncé que, sur le fond, ces critères continueraient à être utilisés dans le cadre de l'exercice du pouvoir discrétionnaire qui m'est attribué par la loi de 1980. Il s'agit entre autres de la régularisation s'il y a un ancrage durable en Belgique ou si le demandeur dispose d'un contrat de travail. Ces deux critères qui ont pu être invoqués pendant la période allant du 15 septembre au 15 décembre 2009, exigent une présence sur le territoire belge de plusieurs années et une preuve d'intégration comme la connaissance de la langue, des liens sociaux, un emploi ou une disponibilité au travail.

Le nombre de personnes qui ont été régularisées en 2009 et 2010 est respectivement de 7 194 et 15 426. En 2009, 6 186 demandes ont été refusées et 7 866 l'ont été en 2010. On peut penser qu'une campagne de régularisation aurait un effet d'appel, mais cet effet doit être principalement imputé à l'absence de solution qui a duré des années et à la discussion sur les critères qui a traîné tout autant. Je pense dès lors que j'ai pris mes responsabilités en trouvant une solution et en liquidant l'arriéré historique. Cette campagne de régularisation n'a de sens que si elle est temporaire. J'ai plaidé pour l'instauration des règles indispensables à un traitement plus rapide et plus efficace des dossiers dans l'avenir. En outre j'ai travaillé à la définition d'une politique d'éloignement efficace des personnes qui n'ont aucun droit à séjourner en Belgique.

En vertu de la Convention européenne de protection des droits de l'homme et des jurisprudences du Conseil du contentieux des étrangers et du Conseil d'État, nous devons mettre en balance dans les décisions d'octroi de permis de séjour les éléments humanitaires comme la présence d'enfants scolarisés ou le risque de torture dans le pays d'origine et les renseignements d'ordre public. Il faut donc tenir compte de la gravité d'éventuelles infractions pénales. On peut néanmoins être clairs : la régularisation de malfaiteurs ou d'extrémistes dangereux est impossible.

L'assistance aux personnes qui ont été régularisées ne relève pas au sens strict de mes compétences. Lorsque les personnes

hebben en ook geen gevaar betekenen voor de veiligheid van de staat of de bevolking? Wat kan volgens de premier of de staatssecretaris worden gedaan tegen het platte en gevaarlijke populisme van vele politieke partijen die op de kap van deze mensen onrust en angst aanwakkeren bij de bevolking?

De heer Melchior Wathelet, staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen. – *De procedures voor een machtiging tot verblijf om humanitaire redenen staan niet alleen open voor personen die geen wettig verblijf hebben in het land, maar ook voor personen die hier onder een ander of tijdelijk statuut legaal verblijven.*

Ter uitvoering van het regeerakkoord van 2009 heb ik duidelijke criteria toegepast en een oplossing aangereikt voor personen die hier vaak al jarenlang in een uitzichtloze situatie verkeren. Deze criteria werden door de Raad van State echter vernietigd. Niettemin heb ik, met het oog op de rechtszekerheid, aangekondigd deze criteria ten gronde te blijven toepassen in het kader van mijn discretionaire bevoegdheid op basis van de wet van 1980. Het betreft hier onder meer de regularisatie wegens duurzame lokale verankering in België of het beschikken over een arbeidsovereenkomst met het oog op tewerkstelling. Beide criteria die tijdelijk konden worden ingeroepen, in de periode van 15 september tot 15 december 2009, vereisen een jarenlange aanwezigheid op het Belgisch grondgebied en het bewijs van integratie, zoals taalkennis, sociale banden, tewerkstelling of werkbereidheid.

Wat betreft het aantal in 2009 en 2010 geregulariseerde personen, gaat het respectievelijk om 7194 en 15 426 dossiers. In 2009 werden 6186 dossiers geweigerd en in 2010 waren er dat 7866. Men mag denken dat een regularisatiecampagne een zeker aantrekkingseffect heeft, maar dat is voornamelijk te wijten aan het jarenlange uitblijven van een oplossing en de aanslepende discussie over de criteria. Ik denk dan ook dat ik mijn verantwoordelijkheid heb opgenomen door een oplossing aan te reiken en een bestaande historische achterstand te saneren. Deze regularisatiecampagne heeft enkel zin wanneer ze eenmalig is. Ik heb geijverd voor de nodige maatregelen met het oog op een snellere en efficiëntere behandeling van de dossiers in de toekomst. Daarnaast heb ik werk gemaakt van een doeltreffend verwijderingsbeleid voor personen die geen recht hebben op een verblijf in België.

Krachtens het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en de rechtspraak van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen en de Raad van State moeten in verblijfsbeslissingen de humanitaire elementen, zoals de aanwezigheid van schoolgaande kinderen of het risico op foltering in het land van herkomst, en gegevens van openbare orde steeds tegen elkaar worden afgewogen. Er dient dus rekening te worden gehouden met de ernst van de eventueel gepleegde misdrijven. Het mag echter duidelijk zijn dat de regularisatie van misdadigers of van gevaarlijke extremisten onmogelijk is.

De begeleiding en ondersteuning van personen die worden

ont été régularisées parce qu'elles disposaient d'un permis de travail, le but est évidemment qu'elles occupent leur emploi. Les autres personnes régularisées l'ont été précisément parce qu'elles avaient des liens sociaux et un ancrage local. En outre, vous le savez, il y a en Flandre pour toutes les personnes régularisées une obligation d'intégration civique, par la langue, l'approfondissement de l'intégration sociale et le travail.

J'estime enfin qu'une communication correcte, transparente et nuancée sur la régularisation est l'unique moyen efficace pour lutter contre le populisme car les déclarations violentes taxant la politique d'accueil en Belgique de laxiste ont un effet d'appel.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je remercie le ministre pour ses explications. Une bonne communication, c'est important. Il faut clairement dire que ces régularisations se déroulent de manière sérieuse. Dans la presse, on monte en épingle le nombre de régularisations. On ne trouve pas d'article correct sur les demandes qui ont été refusées. Je suis donc particulièrement content de cette réponse car nous devons donner un coup de frein à la propagande de la droite qui affirme que les régularisations mettent en péril la sécurité du pays. Le contraire peut être prouvé. Vous avez les données qu'il faut. Les criminels ne sont pas régularisés. Même durant la période d'affaires courantes, on doit se demander s'il l'on ne peut pas avoir à ce sujet une communication plus forte et positive.*

Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la ministre de l'Intérieur sur «les contrôles de l'alcoolémie durant la période de fin d'année» (n° 5-266)

M. le président. – M. Etienne Schouppe, secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, répondra.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je vous étonnerai peut-être, monsieur le président, mais j'ai terriblement peur de ce que l'alcool provoque dans notre société. Je m'insurge aussi contre l'idée que l'alcool ne serait un problème que chez les jeunes. Je veux m'attaquer à l'hypocrisie de notre société. C'est le motif de ma demande d'explications.*

Selon une bonne tradition annuelle, nos services de police organisent durant la période de fin d'année des contrôles d'alcoolémie plus nombreux et plus intensifs. Cela crée ainsi une combinaison de sensibilisation aux nombreux dangers liés à la conduite sous influence et de lutte contre ces dangers. J'aimerais que le ministre nous dise comment les contrôles de fin de l'année dernières se sont déroulés.

Combien y a-t-il eu de contrôles ? Combien y a-t-il eu de contrôles en fin d'année 2007, 2008 et 2009 ? Combien de contrôles ont-ils été positifs et quelle est l'évolution par rapport aux trois années précédentes ? Combien de permis de conduire ont-ils été retirés, à comparer aux retraits durant les trois années précédentes ? A-t-on constaté à Noël et Nouvel An de graves accidents de circulation ? Combien de blessés et de morts sont-ils à déplorer ? Quelle est l'évolution par rapport aux trois années précédentes ? Des actions de promotions supplémentaires ont-elles été organisées ? Dans l'affirmative, lesquelles et qu'ont-elles coûté ? Quels furent

geregulariseerd, vallen strikt genomen niet onder mijn bevoegdheid. Wat betreft de personen die werden geregulariseerd op basis van een arbeidscontract, is het uiteraard de bedoeling dat zij hun werk opnemen. De overige personen werden precies geregulariseerd wegens hun sociale banden en verankering op het lokale niveau. Verder bestaat er, zoals u weet, in Vlaanderen een inburgeringsplicht voor alle personen die worden geregulariseerd met aandacht voor taal, verdere integratie en werk.

Ik meen tot slot dat correcte, transparante en genuanceerde communicatie over de regularisatie het enige doeltreffende middel is in de strijd tegen het populisme, want ook straffe uitspraken over een laks beleid in België hebben een aantrekkings-effect.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik dank de minister voor zijn uitleg. Ik vind goede communicatie belangrijk. Er moet duidelijk gezegd worden dat die regularisaties op een ernstige manier gebeuren. In de pers worden enkel cijfers gebruikt om aan te tonen hoeveel regularisaties er wel gebeuren. Er wordt echter nooit een behoorlijk verhaal gebracht over de dossiers die worden afgewezen. Ik ben dus bijzonder blij met dit antwoord want we moeten tegengas geven tegen het oprukkende verhaal van de rechterzijde dat de regularisaties de veiligheid van het land in gevaar brengen. Het tegendeel kan worden bewezen. U hebt daar de cijfers voor. Criminelen worden niet geregulariseerd. Ook in lopende zaken moet toch eens overwogen worden of daarover niet forser en op een positieve wijze kan worden gecommuniceerd.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de alcoholcontroles tijdens de eindejaarsperiode» (nr. 5-266)

De voorzitter. – De heer Etienne Schouppe, staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de eerste minister, antwoordt.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Het zal u misschien verbazen, mijnheer de voorzitter, maar ik ben verschrikkelijk bang voor wat alcohol in onze samenleving teweegbrengt. Ik verzet mij ook tegen het idee dat alcohol alleen bij jongeren een probleem zou zijn. Die hypocrisie in onze samenleving wil ik aanpakken, vandaar mijn vraag.

Naar jaarlijkse goede gewoonte organiseren onze politiediensten tijdens de eindejaarsperiode meer en intensievere alcoholcontroles. Zo ontstaat een combinatie van bewustmaking en bestrijding van de vele gevaren verbonden aan het rijden onder invloed.

Graag vernam ik van de minister hoe de voorbije eindejaarscontroles verliepen.

Hoeveel controles vonden er plaats? Hoeveel waren dit er in vergelijking met de jaren 2007, 2008 en 2009? Hoeveel positieve controles werden er vastgesteld en hoe ligt hier de vergelijking met de voorbije drie jaar? Hoeveel keer werd het rijbewijs ingetrokken, eveneens in vergelijking met de voorbije drie jaar? Werden tijdens kerstavond en nieuwjaarsdag ernstige verkeersongevallen vastgesteld? Hoeveel doden en gewonden vielen er te betreuren? Hoe verhouden deze aantallen zich tot de voorgaande drie jaar? Werden er extra promotieacties georganiseerd? Zo ja, welke

les actions de ce type en 2007, 2008, 2009, quels furent leurs coûts ? De quel ampleur est le coût total des ces actions de fin d'année ? De quel ampleur a été ce coût durant les années précédentes ? La police peut-elle entreprendre suffisamment d'actions ou le ministre estime-t-elle que la police ne dispose pas d'assez de moyens pour effectuer ces missions de manière optimale ? Le cas échéant, quelles zones de police sont-elles en défaut ? Tous les parquets accordent-ils une collaboration positive semblable à la police fédérale ? Le cas échéant, quels sont les parquets qui ne remplissent pas leur devoir ?

J'ai posé mes questions à la ministre mais j'apprends que ce sera le secrétaire d'État qui y répondra. Je subodore que dans certains zones de police on ne prend pas ces contrôles au sérieux.

M. Etienne Schouppe, secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre. – *Lors des contrôles d'alcoolémie de la période de fin d'année 2010, 214 896 personnes ont été soumises à un test d'haleine. L'objectif était d'effectuer au moins 180 000 tests d'haleine, il a donc été amplement atteint.*

En comparaison, en 2009 on avait effectué 212 592 tests, en 2008, 173 343 et en 2007, 155 869. Chaque année, il y a donc davantage de tests effectués.

Durant la dernière campagne, le test a été positif chez 3,60% des personnes contrôlées. En 2009, ce taux était de 3,69% ; en 2007 et 2008 il s'était établi à chaque fois à 4,84 %. Le taux de cas positifs a donc chuté clairement durant les deux dernières années. L'Institut belge de la sécurité routière souligne qu'il s'agit du taux le plus bas observé depuis le début des campagnes BOB en 1995.

Durant la dernière campagne, 2 063 permis ont été retirés, en 2009, il y eut 2 351 retraits ; 2 608 en 2008 et 2 348 en 2007.

Le nombre de personnes qui dépassent largement la limite autorisée a donc baissé.

La question suivante porte sur le nombre d'accidents durant la période de fin d'années, du 24 décembre au 1^{er} janvier y compris. En 2007, il y eut 25 décès sur place pour 712 accidents ; en 2008 ce fut 18 décès pour 681 accidents et en 2009 il y eut 23 décès pour 721 accidents. Je ne possède pas encore de données à communiquer pour 2010.

J'en viens au coût de la campagne BOB. En 2007 elle a coûté 495 000 euros, en 2008, 560 000 euros, en 2009, 500 000 euros et 467 000 euros en 2010. Les campagnes BOB sont organisées par l'IBSR, en partie sur ses moyens propres. Elles sont financées pour moitié par les Brasseurs belges et par Assuralia. Les budgets sont destinés à payer les affiches, les spots radiophoniques, les publicités, les actions dans l'horeca, les dépliants et évidemment les porte-clefs BOB. Les prestations de la police ne sont pas incluses dans ce montant.

Pour ce qui concerne la politique pénale durant les campagnes BOB, les départements de la Justice, de l'Intérieur et de la Mobilité rédigent ensemble et en collaboration avec la police et les parquets une circulaire commune. De cette façon, on élabore une politique uniforme et spécialement destinée à cette campagne de fin d'année tant pour les contrôles que pour les poursuites et les sanctions.

en wat hebben ze gekost? Hoe verhouden deze acties en hun kostprijs zich tegenover wat in 2007, 2008 en 2009 gebeurde? Hoe groot was of is de totale kostprijs van alle eindejaarsacties hieromtrent? Hoe ligt de vergelijking met de vorige jaren? Kon de politie voldoende acties ondernemen of meent de minister dat er niet voldoende middelen waren om deze politietaken optimaal uit te voeren? Hoe verliep de samenwerking met de verschillende parketten? Engageerden alle politiezones zich optimaal in de acties van de federale politie? Zo neen, welke politiezones bleven in gebreke? Verleenden alle parketten een vergelijkbare positieve medewerking aan de federale politie? Zo neen, welke parketten blijven in gebreke en waarom?

Ik heb de vragen aan de minister gesteld, maar ik neem aan dat de staatssecretaris ze zal kunnen beantwoorden. Ik vermoed dat sommige politiezones de controles niet ernstig nemen.

De heer Etienne Schouppe, staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de eerste minister. – Bij de alcoholcontroles tijdens de eindejaarsperiode werden 214 896 personen aan een ademtest onderworpen. De doelstelling om minstens 180 000 ademtests af te nemen, is dus zeker gehaald.

Ter vergelijking: in 2009 werden 212 592 ademtesten afgelegd, in 2008 173 343 en in 2007 155 869. Jaar na jaar worden dus meer alcoholcontroles afgenomen.

Tijdens de afgelopen campagne blies 3,6% van de geteste personen positief. Het jaar voordien was dat 3,69% en in 2007 en 2008 telkens 4,84%. De jongste twee jaar is er dus een duidelijke daling van het aantal positieve gevallen. Het Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid merkt op dat het momenteel om de laagste percentages gaat sedert de start van de BOB-campagne in 1995.

Bij de jongste campagne werden 2 063 rijbewijzen ingetrokken tegenover 2 351 in 2009, 2 608 in 2008 en 2 348 in 2007.

Het aantal personen die zwaar boven de limiet kwamen, is dus afgenomen.

Een volgende vraag ging over het aantal ongevallen tijdens de eindejaarsperiodes, van 24 december tot en met 1 januari. In 2007 waren er 25 doden ter plaatse in 712 ongevallen, in 2008 waren er 18 doden ter plaatse in 681 ongevallen en in 2009 waren er 23 doden ter plaatse in 721 ongevallen. Voor 2010 kan ik nog geen cijfers meedelen.

Dan kom ik bij de kostprijs van de BOB-campagne. In 2007 bedroeg die 495 000 euro, in 2008 560 000 euro, in 2009 500 000 en in 2010 467 000 euro. De BOB-campagnes worden door het BIVV gevoerd, deels met eigen middelen. Ze worden voor ongeveer de helft gesponsord door de Belgische Brouwers en door Assuralia. De middelen worden besteed aan affiches, radiospots, advertenties, horeca-acties, folders en vanzelfsprekend ook de BOB-sleutelhangers. In dat bedrag zijn de prestaties van de politie niet inbegrepen.

Wat het strafrechtelijke beleid tijdens de BOB-campagnes betreft, stellen de departementen Justitie, Binnenlandse Zaken en Mobiliteit, uiteraard in samenspraak met de politie en de parketten, jaarlijks een gemeenschappelijke rondzendbrief op. Op die wijze wordt, zowel voor de controles als voor de vervolging en de bestraffing, een uniform beleid uitgewerkt, dat specifiek is afgestemd op de eindejaarscampagne. Zo

Ainsi, on insiste pour que les contrôles ne soient pas sélectifs, ce qui signifie que chaque conducteur arrêté doit souffler. Les parquets retirent les permis en conséquence.

En pratique, il est toujours donné suite aux constats de la police. Dans plus des trois quarts des cas – dans 76% des cas – les tribunaux décident de poursuivre ; dans plus d'un cinquième des cas – dans 22% des cas – un arrangement à l'amiable est proposé.

Nous ne pouvons qu'être contents de l'activité de la police puisqu'elle a largement dépassé l'objectif de 180 000 tests d'haleine. Nous ne pouvons toutefois pas oublier que les conditions hivernales ont rendu très difficile l'organisation de suffisamment de contrôles d'alcoolémie. En décembre nous devons en effet mobiliser davantage de policiers pour affronter les problèmes engendrés par la météo hivernale.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je remercie le secrétaire d'État pour sa réponse encourageante. Les données montrent que les nombreux contrôles d'alcoolémie sont un succès. J'en conclus qu'aucune zone de police ne s'oppose à ces contrôles et que tous les parquets collaborent activement. Si l'on ne sauve ne serait-ce qu'une vie, cela en vaut la peine.*

Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la ministre de l'Intérieur sur «l'appel lancé aux écoles et associations, les invitant à prêter main forte à la lutte contre le terrorisme» (n° 5-272)

Demande d'explications de Mme Zakia Khattabi à la ministre de l'Intérieur sur «l'application du projet COPPRA (Community Policing and Prevention of Radicalisation and terrorism) et la prévention de la radicalisation des jeunes» (n° 5-322)

M. le président. – Je vous propose de joindre ces demandes d'explications. (*Assentiment*)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *À la Noël, la ministre a lancé aux communautés scolaires et associations un appel marquant à repérer activement les jeunes radicaux et à signaler les groupes à risque aux services d'ordre.*

Les associations de jeunes et autres et les communautés scolaires se caractérisent par une grande part de confiance mutuelle. Elles relèvent du domaine privé essentiel et constituent souvent des îlots de relations ouvertes et sincères. C'est là qu'est leur force : les personnes et surtout les jeunes s'y sentent à l'aise et en sécurité.

La sécurité fait partie des missions essentielles des pouvoirs publics. Si ceux-ci se déchargent de cette responsabilité sur la population et les relations privées que les citoyens entretiennent, cela inspire de sérieux doutes et une méfiance fondamentale. Lancer aux citoyens un appel formel et même officiel à se « surveiller » au sein de ces milieux de confiance

wordt aangedrongen op aselectieve controles, wat betekent dat stoppen gelijk staat aan blazen. Ook trekken de parketten de rijbewijzen consequent in.

In de praktijk wordt altijd gevolg gegeven aan de vaststellingen door de politie. In meer dan drie kwart van de gevallen – in 76% van de gevallen – gaan de rechtbanken over tot vervolging; in meer dan één vijfde van de gevallen – in 22% van de gevallen – wordt een minnelijke schikking voorgesteld.

We kunnen niets anders dan tevreden zijn over de activiteiten van de politie aangezien ze het vooropgestelde doel van 180 000 ademtests ruimschoots heeft overschreden. We mogen trouwens niet vergeten dat de winterse weersomstandigheden het de politie echt moeilijk heeft gemaakt om voldoende alcoholcontroles te organiseren. In december moesten trouwens meer politiemensen worden ingezet om het hoofd te bieden aan de problemen die door het winterweer werden veroorzaakt.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik dank de staatssecretaris voor zijn bemoedigende antwoord. De cijfers wijzen uit dat de vele alcoholcontroles een succes zijn. Ik ga ervan uit dat geen politiezones zich tegen die controles verzetten en dat alle parketten actief meewerken. Als hiermee één leven wordt gered, is het al meer dan de moeite waard.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Binnenlandse Zaken over «haar oproep aan scholen en verenigingen om mee de terreur te bestrijden» (nr. 5-272)

Vraag om uitleg van mevrouw Zakia Khattabi aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de toepassing van het project COPPRA (Community Policing and Prevention of Radicalisation and terrorism) en het voorkomen van radicalisering bij jongeren» (nr. 5-322)

De voorzitter. – Ik stel voor deze vragen om uitleg samen te voegen. (*Instemming*)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – De minister deed tijdens de kerstdagen een merkwaardige oproep aan schoolgemeenschappen en verenigingen om actief radicale jongeren op te sporen en risicogroepen kenbaar te maken aan de ordediensten.

Jeugd- en andere verenigingen en schoolgemeenschappen worden gekenmerkt door een grote mate van onderling vertrouwen. Ze werken elke dag aan meer samenhang en plezier, ze behoren tot de leefwereld van vele mensen. Zeker verenigingen behoren tot het essentiële privé domein, ze vormen vaak eilanden van open en eerlijke relaties. Daarin ligt hun belangrijkste kracht: mensen en vooral jongeren voelen zich er thuis en geborgen.

Veiligheid is een absolute kerntaak van de overheid. Het afschuiven van de verantwoordelijkheid en aansprakelijkheid op de bevolking en hun particuliere verbanden roept ernstige

témoigne d'un déni quasi incompréhensible de la profondeur de ces relations. C'est plutôt de nature à créer la méfiance et les tensions interpersonnelles. Puis-je interpréter ce geste comme un appel incompréhensible, dangereux même et sans doute irréfléchi de quelqu'un qui cherche à attirer l'attention des médias, quitte à révéler certains de ses côtés moins sympathiques ?

La ministre a-t-elle conscience de la gravité et de la légèreté de son appel ? Ne pense-t-elle pas que la lutte pour la sécurité est une des missions essentielles des pouvoirs publics et du ministre même ? Pourquoi veut-elle se décharger partiellement de cette responsabilité sur la société et même sur des collectivités privées ? Les associations et les écoles ne contribuent-elles pas déjà suffisamment, par la qualité du travail qu'elles fournissent, au développement d'une société amicale, engagée et attrayante ? Les écoles et associations qui répondraient à l'appel de la ministre ne produiraient-elles pas plutôt un effet repoussant qu'attractif ? Le harcèlement d'une société civile énergique est-il peut-être l'effet recherché ? La ministre croit-elle vraiment qu'une société heureuse se construit sur une méfiance structurelle, formellement et officiellement encouragée par des pouvoirs publics qui fuient leurs responsabilités ? La ministre veut-elle en revenir à une société dont les valeurs fondamentales sont réduites à la discipline et à l'ordre dans un climat de méfiance et de délation structurelle ? Ce plaidoyer de la ministre n'a-t-il pas l'effet inverse ? En effet, en harcelant la société civile et les organisations de jeunesse par exemple, n'isole-t-on pas et n'exclut-on encore plus facilement certains jeunes ? Sur quels critères les associations et écoles doivent-elles se fonder pour dénoncer aux autorités des jeunes potentiellement dangereux ? La ministre dispose-t-elle d'une liste de contrôle, d'un mode d'emploi, d'un système de formation ou bien s'en remet-elle aux facultés naturelles des citoyens pour porter des jugements que même les professionnels ont bien du mal à établir ?

Comment la ministre accompagnera-t-elle ces organisations dans leurs recherches ? Par cette approche, la ministre ne choisit-elle pas sciemment et ouvertement de mettre plutôt la « plainte » que la « force » des jeunes au centre des préoccupations ? La ministre a-t-elle organisé des concertations préalables avec les ministres de la Jeunesse et de l'Enseignement et les conseils de la jeunesse des trois communautés ? La ministre pense-t-elle vraiment que les communautés sont prêtes à collaborer à une action destructrice du lien social ? Vise-t-elle à renforcer de manière populiste la méfiance déjà existante dans la population ? Est-elle consciente que son appel risque à nouveau de stigmatiser des milliers de jeunes et de nourrir les angoisses de chacun ?

Mme Zakia Khattabi (Ecolo). – Voici quelques mois, vous avez annoncé, madame la ministre, une formation des agents de quartier afin qu'ils puissent détecter la radicalisation de certains jeunes en demandant que « les agents de quartier soient les yeux et les oreilles de la société ».

Le 29 décembre dernier, vous avez confirmé vouloir vous attaquer à ce phénomène de radicalisation de certains jeunes

en fondamentale twijfels en argwaan op. Een formele, zelfs officiële oproep om elkaar binnen deze cirkels van vertrouwen te 'bewaken' en 'in 't oog te houden' getuigt van een bijna onverklaarbaar ontkenning van de essentie van deze verbanden. Het lijkt eerder ingegeven om meer wantrouwen te creëren en intermenselijke spanningen te stimuleren. Mag ik dit interpreteren als een onbegrijpelijke, zelfs gevaarlijke en wellicht helemaal onbezonnen oproep van iemand, die misschien als een bergbeklimmer, de media opzoekt en daardoor ook een aantal minder fraaie kanten toont?

Is de minister zich bewust van de zwaarwichtigheid en onbezonnenheid van haar oproep? Is de minister het oneens met de stelling dat de strijd voor veiligheid een kerntaak is van de overheid en van de minister zelf? Waarom wil ze een deel van die verantwoordelijkheid afschuiven op de samenleving, zelfs op de privéverbanden van mensen? Dragen verenigingen en scholen, gewoon doordat ze er zijn en goed werk leveren, al niet voldoende bij aan een meer vriendelijke, geëngageerde en plezierige samenleving? Dreigen scholen en verenigingen, die zich zouden profileren zoals de minister oproept, niet eerder mensen af te stoten dan aan te trekken? Is dat misschien het gewenste effect van de minister, het belagen van een krachtig middenveld? Geloofde de minister echt dat een gelukkige samenleving wordt opgebouwd vanuit een structureel wantrouwen, daarin formeel en officieel gestimuleerd door een overheid die haar kerntaak afschuift? Wil de minister terug naar een maatschappij waar de basiswaarden herleid worden tot louter discipline, orde en tucht via een klimaat van argwaan en structurele verklikking? Sorteert dit pleidooi van de minister geen averechts effect? Want het belagen van het middenveld, bijvoorbeeld jeugdorganisaties, zorgt ervoor dat sommige jongeren nog gemakkelijker geïsoleerd en uitgesloten raken? Op welke criteria moeten verenigingen en scholen zich baseren om potentieel gevaarlijke jongeren aan de overheid te melden? Beschikt zij over een checklist, een handleiding, een opleidingssysteem of laat zij dit graag over aan het natuurlijke vermogen van burgers om die afwegingen te maken die zelfs professionelen amper of niet aankunnen?

Hoe zal de minister deze organisaties begeleiden in hun zoektocht? Kiest de minister met deze aanpak bewust en openlijk om eerder de 'klacht' dan de 'kracht' van jongeren centraal te plaatsen? Pleegde de minister hierover vooraf overleg met de respectieve ministers van Jeugd en Onderwijs en de jeugdleden van de drie gemeenschappen? Denkt de minister echt dat de gemeenschappen willen meewerken aan deze samenlevingsvernietigende actie? Of beoogt de minister hiermee, op een populistische wijze, het vergroten van een reeds bestaand wantrouwen bij de bevolking? Denkt de minister dat het wantrouwen dat zij predikt, zal bijdragen aan een duurzame basis voor de opbouw van een gelukkige samenleving? Beseft de minister dat ze hiermee kansen creëert om opnieuw duizenden jonge mensen te stigmatiseren en daarmee bij zowat iedereen de angst zal aanwakkeren?

Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo). – Enkele maanden geleden heeft u een opleiding voor wijkagenten aangekondigd zodat ze de radicalisering van sommige jongeren kunnen opsporen. U wou dat de wijkagenten de 'ogen en oren van de maatschappij' zouden zijn.

Op 29 december laatstleden heeft u gezegd dat u het verschijnsel van de radicalisering van sommige jongeren wil

en élargissant le spectre des agents intervenants. Il ne s'agit plus seulement des agents de quartier, dont la mission de police est le métier, mais aussi « des enseignants et autres personnes qui travaillent avec les jeunes ». Et d'ajouter : « lorsqu'ils remarquent qu'un jeune s'éloigne des autres et tient des propos qu'il n'aurait pas tenu auparavant, cela doit être un signal pour en parler avec le jeune. Et si cela ne donne rien, vous demandez à ces personnes de faire appel à la police. »

Il s'agit d'un étrange et dangereux glissement. Voici un appel à la vigilance destiné non seulement aux agents de quartier mais aussi aux écoles, clubs sportifs et associations de jeunesse. Est-ce bien là leur mission ? Ne met-on pas ainsi en danger les projets de cohésion sociale portés par ces acteurs, projets qui nécessitent une confiance mutuelle.

C'est d'autant plus inquiétant que ces déclarations s'inscrivent dans le cadre du projet COPPRA (Community Policing and Prevention of Radicalisation and terrorism). Il a été lancé dans le cadre de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Il considère que, dans l'approche du processus de radicalisation, « la communauté » constitue une source importante de renseignements. « Cette approche », peut-on lire dans un numéro spécial d'*Inforevue*, le magazine de la police fédérale, « est basée sur la collecte de renseignements au sein d'une communauté et implique la connaissance quotidienne de tout ce qui se passe dans un quartier, le vécu des habitants, leurs préoccupations, leurs anxiétés, leurs observations. L'acquisition de ces renseignements suppose une maîtrise des ficelles du métier et demande, au départ, une ouverture à une diversité de cultures, de langues et de coutumes ainsi qu'une certaine facilité à nouer une relation de confiance, principalement dans les quartiers où s'accumulent des problèmes d'ordre social, de retard, de stratification et de tensions ethniques. En bref, des quartiers qui offrent un ferment typique au processus de frustration et de radicalisation. » Cette formule me laisse quelque peu songeuse. Que signifie-t-elle ?

C'est donc bien dans ce contexte, madame la ministre, que vous entendez étendre cette collecte de renseignements à d'autres organismes qu'à la police : les services de prévention, les écoles, les éducateurs sociaux, les organisations religieuses, les partenaires sociaux. Cette approche pose de nombreux problèmes pratiques et éthiques.

Le travail de la société civile avec les jeunes repose avant tout sur la confiance et le respect. C'est au fil de longues heures d'activités en commun que se nouent des relations entre le jeune et le référent : éducateur, coach sportif, travailleur social, etc. Or, si ce dernier est susceptible de devoir donner des informations à la police, toute cette atmosphère de confiance risque d'être brisée.

En outre, le flou qui règne sur ce qui doit être considéré comme comportement à risque ou non entraîne un questionnement légitime. Si on analyse la description que vous en faites, tous les jeunes pourraient, un jour, être dénoncés. Avoir des phases d'isolement et tenir des propos provocateurs, c'est le comportement typique de tout adolescent. On ne dit pas où est la norme et la norme laissée à l'interprétation subjective de chacun crée nécessairement un grand risque de dérapages.

François Martou disait : « Eux c'est eux, nous c'est nous ». À

aanpakken door meer mensen in te schakelen. Er wordt niet enkel een beroep gedaan op wijkagenten, wier beroep het is een politieopdracht uit te voeren, maar ook op 'leraars en anderen die met jongeren werken'. U voegde eraan toe: 'Wanneer zij merken dat iemand zich afzondert en dingen gaat zeggen die hij of zij voorheen nooit zei, moet dat een signaal zijn om die jongere daarover aan te spreken ... Als praten niet helpt, moet de politie worden ingeschakeld'.

Dit is een vreemde en gevaarlijke verschuiving. Er wordt opgeroepen tot waakzaamheid, niet alleen door de wijkagenten, maar ook door scholen, sportclubs en jongerenverenigingen. Is dat wel hun opdracht? Komen daardoor de projecten voor sociale cohesie die door die actoren worden gedragen en waarvoor wederzijds vertrouwen noodzakelijk is, niet in gevaar?

Het is des te zorgwekkender dat die verklaringen in het kader van het COPPRA-project (Community Policing and Prevention of Radicalisation and terrorism) gebeurden. Dat project werd opgestart in het kader van het Belgische voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie. In de speciale editie van Inforevue lezen we daarover het volgende: 'in de aanpak van radicalisering is "de gemeenschap" een belangrijke bron van informatie. Gemeenschapsgerichte informatie omvat de alledaagse kennis van wat in een buurt reilt en zeilt, de ervaringen van bewoners, hun bezorgdheden, angsten en observaties. Gemeenschapsgerichte informatie verwerven, vergt subtiele kneepjes. Het vergt alvast een openheid voor diverse culturen, talen en gewoonten en de vaardigheid om een vertrouwensrelatie op te bouwen, vooral in wijken met een cumulatieve sociale problemen, maatschappelijke achterstand, onderklassevorming en etnische spanningen ... kortweg, wijken met een klassieke voedingsbodem voor frustratie en radicalisering ...' Die formulering zet me aan het denken. Wat betekent ze?

Het is dus in die context dat de minister de verzameling van gegevens wil uitbreiden tot andere instellingen dan de politie: preventiediensten, scholen, sociale werkers, religieuze instellingen, sociale partners. Die benadering stelt heel wat praktische en ethische problemen.

Het werk van het middenveld met de jongeren is in de eerste plaats gebaseerd op vertrouwen en respect. Door samen veel activiteiten te doen ontstaat er een band tussen de jongere en de opvoeder, sportcoach, sociale werker, enz. Als laatstgenoemde verondersteld wordt informatie door te spelen aan de politie, dreigt deze hele vertrouwensrelatie opgeblazen te worden.

Bovendien rijzen vragen bij de vage grens tussen wat wel of niet als risicogedrag moet worden beschouwd. Als we uw beschrijving lezen, kunnen alle jongeren ooit worden aangegeven. Perioden van isolement en provocerend woordgebruik zijn typisch voor elke adolescent. Er wordt niet gezegd waar de norm ligt en indien iedereen die norm subjectief mag interpreteren, dreigt het uit de hand te lopen.

François Martou zei: 'Zij zijn wie ze zijn, wij zijn wie we zijn'. Iedereen heeft zijn rol en plaats in de maatschappij. Een politieagent is geen leraar en een leraar moet een vertrouwenspersoon blijven. Aan een leraar, net zoals aan een sociaal werker, een opvoeder of een advocaat, kan men alles zeggen, omdat men weet dat het niet zal worden doorgezegd.

chacun sa fonction et sa place dans la société. Un policier n'est pas un enseignant et un enseignant doit rester un confident. Comme à tout travailleur social, à un éducateur ou à un avocat, on peut tout lui dire parce que l'on sait que jamais cela ne sera répété.

Les jeunes ont besoin de référents, dont parfois l'agent de quartier, mais chacun doit conserver sa fonction. Or la réforme des police a, de l'avis de beaucoup, affaibli la police de proximité. Aujourd'hui, on veut récolter des informations qui émanaient généralement de la fonction de police de proximité dont les moyens ont diminué. S'étant privé de l'acteur de premier plan dans ce rôle, l'agent de quartier, on sollicite maintenant d'autres acteurs des quartiers, générant de la sorte un climat malsain et une confusion des rôles.

Chacun de nous condamne le terrorisme et chacun accepte de donner tous les moyens pour aboutir à son éradication mais il ne faut pas se tromper. Le meilleur rempart contre la radicalisation est cette cohésion sociale qui repose d'abord et avant tout sur un lien de confiance que le projet COPPRA risque de défaire.

Madame la ministre, avez-vous pris des mesures qui vont dans le sens de votre déclaration ? Si oui, lesquelles ? Vous êtes-vous concertée avec les entités fédérées à ce sujet ? Le cas échéant, sur quel élément précis cette concertation a-t-elle porté ? Quel jugement vos homologues des entités fédérées ont-ils émis sur ce projet ? Enfin, avez-vous eu des contacts avec les organisations de la société civile concernées sur le sujet ?

M. le président. – Je connais particulièrement bien cette question. Hier encore, j'organisais dans mon conseil communal, en sections réunies, une table ronde sur la situation dans un quartier assez difficile, le quartier maritime, celui-là même où se sont déroulés des événements graves en août 2009. J'avais invité à cette table ronde la police mais aussi des acteurs sociaux. Ce fut très intéressant.

Les quartiers typiques sont les quartiers où le taux de chômage est très élevé. Si l'on y ajoute des germes de repli communautaire, il faut bien avouer que quelques-unes de ces personnes qui se sentent rejetées peuvent être tentées par des comportements plus radicaux. Je ne porte pas là un jugement mais c'est un fait que l'on ne pourra jamais évacuer. Dans le texte de la police fédérale, on se contente de constater la réalité.

Je dis toujours à mon personnel de prévention qu'il n'est pas là pour dénoncer mais que s'il a connaissance de faits aussi graves que des actes de terrorisme, il doit nous en informer, même si son métier n'est pas d'être flic. Madame Khattabi, je suis d'accord avec vous pour dire « à chacun son métier », à l'instar de François Martou. Cependant, il y a des limites. Si un de mes agents de prévention apprend que l'on va assassiner quelqu'un demain, j'espère qu'il en touchera un mot à la police. Il faut trouver un équilibre délicat, je le reconnais. Il ne faut pas transformer nos agents de prévention en policier et vice versa.

Par ailleurs, les policiers ont aussi un rôle éducatif à jouer et une grande partie d'entre eux assume ce rôle.

Je vis tous ces problèmes quasi quotidiennement. J'ai accepté que la police se rende dans les écoles de façon conviviale, au grand étonnement de certains de voir qu'« un gauchiste »

De jongeren hebben nood aan referentiepersonen. Dat kan soms de wijkagent zijn, maar iedereen moet zijn rol behouden. De hervorming van de politie heeft volgens velen de wijkagenten verzwakt. Vandaag wordt voorgesteld informatie te verzamelen die normaal door de wijkagenten, wier middelen zijn verminderd, werd verzameld. Nu de belangrijkste pion, de wijkagent, wegvalt, wordt een beroep gedaan op andere actoren uit de wijk, waardoor een ongezonde sfeer ontstaat en de rollen onduidelijk worden.

Iedereen veroordeelt het terrorisme en iedereen aanvaardt dat alle middelen worden ingezet om het uit te roeien, maar we mogen ons niet vergissen. De beste dam tegen radicalisering is sociale cohesie die in de eerste plaats op een vertrouwensband berust. Het COPPRA-project dreigt die band te breken.

Mevrouw de minister, heeft u maatregelen genomen die aansluiten bij uw verklaring? Zo ja, welke? Heeft u daarover overleg gepleegd met de regionale overheden? Zo ja, over welke elementen ging dat overleg? Hoe hebben uw collega's van de regionale entiteiten dat project beoordeeld? Heeft u over dit thema contacten gehad met organisaties uit het middenveld?

De voorzitter. – *Ik ben goed op de hoogte van dit probleem. Gisteren nog heb ik in mijn gemeenteraad een rondetafel met alle afdelingen georganiseerd over de situatie in een vrij moeilijke wijk, de havenwijk, waar zich in augustus 2009 ernstige feiten afspeelden. Ik had de politie uitgenodigd, maar ook sociale werkers. Het was interessant.*

De typische wijken zijn de wijken waar de werkloosheid zeer hoog is. Die vormt, samen met een in zichzelf gekeerde gemeenschap, kiemen die ervoor zorgen dat sommige personen die zich uitgesloten voelen, door radicaal gedrag worden aangetrokken. Ik vel geen oordeel, maar het is een feit dat niet terzijde kan worden gelaten. In de tekst van de federale politie gaat men niet verder dan de vaststelling van de realiteit.

Ik zeg altijd aan mijn preventiepersoneel dat ze er niet zijn om te verraden, maar dat, als ze op de hoogte zijn van ernstige feiten als terrorisme, ze ons daarover moeten informeren, zelfs al zijn ze geen 'flic'. Mevrouw Khattabi, ik ben het eens met de stelling 'ieder zijn vak', naar de uitspraak van François Martou. Toch zijn er grenzen. Als een van mijn preventieagenten te weten komt dat de dag erop iemand zal worden vermoord, hoop ik dat hij daar iets over zal zeggen aan de politie. Ik erken dat een delicaat evenwicht moet worden gevonden. Onze preventieagenten mogen niet worden omgevormd tot politie en vice versa.

De politieagenten hebben overigens ook een educatieve rol en velen van hen nemen die rol ook op.

Ik maak die problemen bijna dagelijks mee.

Ik heb ermee ingestemd dat de politie naar de scholen komt op een gemoedelijke manier. Sommigen waren verbaasd dat een 'gauchist' instemde met een dergelijke maatregel.

était partisan de cette mesure. En effet, un des éléments de frustration est l'intervention parfois violente, quoique justifiée, de la police. Il faut montrer à tous ces jeunes que les policiers ne se servent pas uniquement de leurs matraques, mais que la police est aussi une institution conviviale, qui est présente aussi pour les aider. Donc, dans plusieurs de nos écoles, un policier vient expliquer ce qu'est la police. Cela se passe très bien dans les quartiers populaires.

Ce sujet est très difficile et les frontières sont délicates à fixer. Nous sommes dans une société où nous devons obtenir des informations, sans recourir nécessairement à la délation. J'ai été très en colère au mois d'août 2009, lors des événements graves dans le quartier maritime, parce que je n'avais reçu aucune information. En général, il y a dans ces quartiers des personnes qui me tiennent informé, me demandent davantage de prévention ou même un renforcement de la présence policière. La société a le droit de s'informer et d'agir.

Dans cette matière, il faut être pragmatique. Si vous pouvez arrêter un jeune qui est sur une mauvaise pente avant qu'il ne fasse des bêtises, vous le protégez et vous l'aidez.

Mme Annemie Turtelboom, ministre de l'Intérieur. – L'appel que j'ai lancé à la Noël n'était pas un appel isolé aux acteurs sociaux à signaler aux services d'ordre les jeunes au comportement suspect et aux tendances radicales. Il fait partie d'une stratégie plus large de prévention, lancée avant la chute du gouvernement et axée sur la prévention du radicalisme violent et de la polarisation dans notre société. La stratégie considère que la société doit être renforcée et qu'il faut surtout être attentif à de larges initiatives sociopréventives visant au renforcement des individus vulnérables.

Comme toujours, je m'inspire, pour développer de telles stratégies, d'une philosophie intégrale et intégrée de la sécurité. La sécurité est une des missions essentielles d'organismes publics spécifiques mais la politique sociale, menée à tout niveau politique, contribue elle aussi, de manière indirecte, au renforcement de la sécurité, nonobstant l'objectif propre de ses initiatives. Cette philosophie vise donc à mettre en place une approche permettant d'éviter ce phénomène, à travers tous les domaines de compétences et en collaboration avec tous les acteurs, y compris ceux de première ligne.

Le projet COPPRA, développé par la police fédérale en collaboration avec la Commission européenne, est indépendant. Il porte sur l'information des policiers qui exercent non seulement une mission répressive mais qui ont aussi pour tâche de repérer le plus vite possible qu'il se trame quelque chose dans la société. L'objectif majeur n'est pas de sanctionner mais de tendre la main aux personnes qui mijotent quelque chose. C'est pourquoi nous avons rédigé un mode d'emploi, en collaboration avec la Commission européenne et avec les États membres, pour permettre aux agents de quartier de repérer beaucoup plus vite des tendances radicalisantes et de savoir comment réagir. Les agents de quartier ne reçoivent le mode d'emploi et ne peuvent l'employer qu'après avoir reçu une formation.

Il importe de développer une approche sociopréventive, particulièrement pour un phénomène de société tel que la radicalisation violente et la polarisation.

Immers, frustratie wordt onder meer veroorzaakt door het soms – hoewel gerechtvaardigde – gewelddadige optreden van de politie. Aan al die jongeren moet worden getoond dat de politieagenten niet enkel hun matrak gebruiken, maar dat de politie ook een vriendelijke instelling is, die er ook is om hen te helpen. In verschillende scholen komt een agent dus uitleggen wat de politie is. Dat verloopt zeer goed in de volkswijken.

Dit onderwerp is zeer moeilijk en de grenzen zijn moeilijk te bepalen. We leven in een maatschappij waarin we informatie moeten verkrijgen zonder daarom onze toevlucht te nemen tot verklikkers. Ik was in augustus 2009, ten tijde van de ernstige gebeurtenissen in de havenwijk, verschrikkelijk boos omdat ik in het geheel geen informatie had ontvangen. Over het algemeen zijn er in die wijken mensen die me op de hoogte houden, die me meer preventie of zelfs een versterking van de politieaanwezigheid vragen. De maatschappij heeft het recht zich te informeren en op te treden.

In deze materie moeten we pragmatisch zijn. Als we een jongere op het slechte pad kunnen tegenhouden voordat hij domheden begaat, beschermen en helpen we die jongere.

Mevrouw Annemie Turtelboom, minister van Binnenlandse Zaken. – De oproep die ik tijdens de kerstdagen lanceerde, was geen alleenstaande oproep aan de sociale sectoren om jongeren met bizar gedrag of radicale neigingen bij de ordediensten aan te geven. Mijn oproep maakte deel uit van een ruimere preventiestrategie waarmee we gestart zijn vóór de val van de regering en die gericht is op het voorkómen van gewelddadige radicalisering en polarisering in onze samenleving. De strategie vertrekt vanuit de invalshoek dat de samenleving moet worden versterkt, waarbij voornamelijk aandacht wordt besteed aan brede sociaal-preventieve initiatieven ter versterking van kwetsbare individuen.

Zoals steeds werk ik bij de ontwikkeling van dergelijke strategieën aan de hand van een integrale en geïntegreerde veiligheidsfilosofie. Veiligheid is de kerntaak van specifieke overheidsinstellingen, maar ook het sociale beleid dat op alle beleidsniveaus wordt gevoerd, draagt op een indirecte manier bij tot het versterken van de veiligheid, zonder afbreuk te doen aan de eigen doelstelling van de initiatieven. Deze filosofie richt zich er dan ook op over de bevoegdheidsdomeinen heen en in samenwerking met alle betrokken actoren, met inbegrip van de actoren op eerstelijnsniveau, een gerichte aanpak te ontwikkelen om die fenomenen te voorkomen.

Het COPPRA-project, dat door de federale politie in samenwerking met de Europese Commissie werd ontwikkeld, staat daar los van. Dat project gaat over informatie aan politieagenten, die niet alleen een repressieve taak hebben, maar die ook de opdracht hebben zo snel mogelijk op te merken dat er iets broeit in de samenleving. De eerste doelstelling ervan is niet te bestraffen, maar de hand te reiken aan mensen bij wie iets broeit. Daarom hebben we samen met de Europese Commissie, en in samenwerking met alle lidstaten, een handboek opgesteld, zodat wijkagenten veel sneller radicaliserende tendensen kunnen opmerken en ook veel beter weten wat ze daaraan moeten doen. Wijkagenten krijgen dat handboek pas en mogen het pas gebruiken als ze een opleiding hebben gekregen, zodat ze op een goede manier gevallen van radicalisering kunnen opsporen.

Il ressort d'une étude belge, réalisée à ma demande, que ce phénomène est alimenté par des frustrations sociales et se rencontre surtout chez des individus ou groupes socialement vulnérables, dont la résistance morale s'effrite. Il est donc primordial d'apporter une réponse sociale à ces problèmes.

Une étude de cas existants de radicalisation violente montre que les acteurs – les acteurs de première ligne comme les enseignants, les animateurs de maisons de jeunes, les collaborateurs des CPAS – présents dans l'environnement immédiat des personnes vulnérables ont souvent perçu des signaux indiquant un mal-être chez ces personnes. Je vous donne un exemple. Le Belge d'origine tchéchène qui a tenté de commettre un attentat kamikaze à Copenhague était une personne qui, selon sa famille et ses enseignants, était en train de s'isoler. Je me demande si nous avons bien agi. L'explosion de la bombe qu'il portait aurait pu faire de nombreuses victimes, dont lui-même. Nous ne lui avons pas tendu la main.

Il s'avère qu'internet joue un grand rôle dans cette problématique. Avant l'ère d'internet, les contacts avec des mouvements radicaux se faisaient nécessairement en un lieu de rencontre. Aujourd'hui, une personne peut se radicaliser au moyen d'internet. L'étude de Ponsaers et De Ruyver le montre également. Selon cette étude, de tels individus se créent leurs propres vérités et idéologie afin de donner un sens à leur vulnérabilité mentale. Il n'est plus nécessaire de participer à un camp d'entraînement d'Al-Qaida en Afghanistan. Des sites web expliquent comment développer une idéologie propre ou comment fabriquer une bombe. Nous remarquons que l'influence de ces sites se renforce. C'est pourquoi une large approche préventive est indispensable. Notre initiative a d'ailleurs été saluée, dans un courrier, par Pascal Smet, membre du même parti que M. Anciaux.

Peut-être avez-vous oublié ce courrier...

M. Bert Anciaux (sp.a). – *La presse dit autre chose.*

Mme Annemie Turtelboom, ministre de l'Intérieur. – *Lisez la réponse qu'il a donnée à ce propos à des questions posées au Parlement flamand. Il y confirme qu'il m'a envoyé ce courrier et qu'il juge positivement cette initiative. On peut bien sûr avoir une mémoire sélective mais j'ose croire que les gens s'en tiendront aux points de vue qu'ils adoptent.*

Nous devons tendre la main aux personnes et aux jeunes qui se trouvent dans des situations vulnérables car c'est la meilleure chose à faire pour la société et pour ces personnes elles-mêmes. Il est toujours facile de polariser dans notre société mais nos textes ne disent nulle part que nous voulons une société de délateurs. Ils disent juste que nous devons tendre la main à ces personnes et faire appel à une aide professionnelle si nous sentons que nous ne pouvons les atteindre. Soyons attentifs aux signaux que nous devons

Zeker voor een maatschappelijk fenomeen als gewelddadige radicalisering of polarisering blijkt het voeren van een sociaal-preventieve aanpak belangrijk.

Uit een Belgisch onderzoek, uitgevoerd in mijn opdracht, blijkt dat deze fenomenen gevoed worden door maatschappelijke frustraties en vooral voorkomen bij maatschappelijk kwetsbare groepen en individuen in onze samenleving, wier morele weerbaarheid barsten vertoont. Het bieden van een sociaal antwoord op deze vraagstukken is dan ook van primordiaal belang.

Uit onderzoek naar bestaande gevallen van gewelddadige radicalisering blijkt dat actoren – eerstelijns werkers zoals leerkrachten, jeugdwerkers of OCMW-medewerkers – in de onmiddellijke omgeving van kwetsbare individuen in veel gevallen signalen zijn opgevallen dat het niet zo goed gaat met die persoon. Ik geef een concreet voorbeeld. De Belgische Tsjetsjeen die zich heeft proberen opblazen in een hotellobby in Kopenhagen, was een persoon van wie de leraren en de familie achteraf zeiden dat ze merkten dat hij zich aan het isoleren was. Ik vraag me af of we goed hebben gehandeld. De man heeft zichzelf proberen op te blazen. Hij had zeer veel slachtoffers kunnen maken, zichzelf inclusief. We hebben hem de hand niet gereikt: zijn boksleraar heeft niets gedaan omdat hij de problematiek niet kende. Ook de familie heeft achteraf gezegd dat ze de signalen van radicalisering eigenlijk had kunnen zien.

In deze problematiek blijkt internet een grote rol te spelen. Vóór het internettijdperk verliepen contacten met radicale bewegingen noodgedwongen via een bepaalde ontmoetingsplaats. Nu kan iemand bij wijze van spreken zichzelf radicaliseren via internet. Dat blijkt ook uit het onderzoek van Ponsaers en De Ruyver. Volgens hun onderzoek creëren zulke individuen een eigen waarheid en ideologie om hun mentale kwetsbaarheid zin te geven. Het is niet meer nodig om bijvoorbeeld naar een opleidingskamp van Al Qaida in Afghanistan te gaan. Er zijn websites die waarmee men een eigen ideologie kan creëren en websites om bommen in elkaar te knutselen. We merken dat de impact van zulke sites stijgt. Daarom is een brede preventieve aanpak noodzakelijk. Daarom heeft ook de partijgenoot van de heer Anciaux, Pascal Smet, een brief gestuurd met een zeer positieve reactie op ons initiatief.

Misschien is hij die brief even vergeten ...

De heer Bert Anciaux (sp.a). – In de krant lees ik wel andere zaken.

Mevrouw Annemie Turtelboom, minister van Binnenlandse Zaken. – Lees zijn antwoord op vragen die daarover in het Vlaams Parlement zijn gesteld. Daarin zegt hij dat hij mij die brief heeft gestuurd en dat hij het effectief een goed initiatief vindt. Selectief geheugenverlies, het kan natuurlijk, maar ik reken erop dat mensen zich houden aan de standpunten die ze innemen.

We moeten jongeren en mensen in kwetsbare posities de hand reiken, omdat dat het beste is voor de samenleving, maar ook voor die mensen zelf. In onze maatschappij is het altijd makkelijk te polariseren, dat weet ik, maar nergens in onze teksten staat dat we een verklikkersamenleving willen, dat men mensen moet aangeven. Er staat gewoon dat men die mensen de hand moet reiken én dat men professionele hulp moet inroepen, als men voelt dat men niet tot hen doordringt.

traiter avec prudence et de manière préventive dans l'intérêt de la sécurité de la société et de l'individu concerné.

Il nous incombe d'intégrer dans la société des personnes qui s'en isolent et développent des idées folles. C'est un des principes fondamentaux qui m'animent dans mon action politique. Nous prônons la community policing, c'est-à-dire l'action répressive quand elle s'impose mais surtout l'action préventive. Faisons appel aux yeux et aux oreilles de la société de manière positive sans tomber dans un débat idéologique fait de beaux mots et de grands principes. Nous voyons où cela a mené, après sept mois de négociations.

Toutefois, nous ne pouvons pas attendre que les enseignants, les personnes qui travaillent avec des jeunes ou les travailleurs sociaux évaluent individuellement l'opportunité d'agir. En ma qualité de ministre de l'Intérieur, je veux leur tendre la main et leur offrir le soutien nécessaire pour faire face de manière ciblée à ces phénomènes.

À l'heure actuelle, j'évalue la possibilité de créer un centre de connaissance et d'avis indépendant et accessible auquel ces acteurs de première ligne pourraient s'adresser pour poser leurs questions et faire part de leurs préoccupations sur ce thème, et qui se chargera également de dispenser des formations.

Mon choix d'une stratégie de prévention intégrale et intégrée est soutenu par une des recommandations finales de la recherche scientifique menée, laquelle énonce que la mise en œuvre d'une politique sociopréventive est absolument nécessaire pour enrayer efficacement ces phénomènes.

Je vais dès lors poursuivre la concertation avec les ministres compétents respectivement à différents niveaux. Ont déjà marqué leur accord pour une collaboration officielle : M. Furlan, Mme Simonet, M. Smet – très positif dans sa lettre –, M. Picqué et M. Daerden.

L'objectif est d'aboutir avec les entités fédérées à une politique renforcée et à l'identification d'initiatives spécifiques en vue de prévenir la radicalisation violente. Dans une prochaine phase, plusieurs secteurs de première ligne seront invités, en collaboration avec les entités fédérées, à se concerter sur la concrétisation des initiatives présentées.

M. le président. – Je voudrais faire trois remarques.

Première remarque : si l'on veut diminuer les tentations de radicalisation d'une minorité, il faudrait arrêter de cibler l'islam, car cela aboutit à provoquer ces jeunes, souvent au chômage. C'est tout un processus qui entraîne certains vers le terrorisme. Il est préférable de créer une meilleure atmosphère.

Ma deuxième remarque plaide en faveur de la formation des gens : ce que nous appelons l'intégrisme radical a deux branches. L'une se compose de personnes certes très intégristes dans leur habillement, qui refuseront de vous donner la main, mais dont le message est très pacifique. L'autre branche, par contre, se compose de personnes qui véhiculent un discours très violent. Il faut savoir les

Laat die signalen niet liggen, want we kunnen daar alleen maar zeer omzichtig mee omgaan, preventief in het belang van de veiligheid van de samenleving, maar ook in het belang van het individu zelf.

Het is onze verdomde maatschappelijke taak mensen onze samenleving in te trekken als ze zichzelf daaruit willen losweken en dwaze ideeën krijgen. Dat is een van mijn basisprincipes als politica. We werken met *community policing*, dat wil zeggen repressief zijn waar nodig, maar ook vooral preventief werken. Laten we de ogen en oren van de samenleving op een goede manier gebruiken en daarover niet altijd onmiddellijk een ideologisch debat met grote woorden en principes voeren. We zien waartoe dat, na zeven maanden onderhandelen, heeft geleid.

We mogen evenwel niet verwachten dat leraren, mensen die werken met jongeren of sociale werkers individueel beoordelen of het nodig is iets te ondernemen. Als minister van Binnenlandse Zaken wil ik hen de hand reiken en hun de nodige steun bieden om aan die fenomenen op een gerichte manier het hoofd te bieden.

Op dit ogenblik onderzoek ik de mogelijkheid om een onafhankelijk en toegankelijk kennis- en adviescentrum op te richten waartoe die actoren van de eerste lijn zich kunnen wenden met hun vragen en bekommernissen over dat thema, en dat ook als opdracht zal hebben opleidingen te verschaffen.

Mijn keuze voor een integrale en geïntegreerde preventiestrategie wordt ondersteund door een van de eindaanbevelingen van het wetenschappelijk onderzoek waarin wordt gesteld dat een maatschappelijk preventiebeleid absoluut noodzakelijk is om die fenomenen efficiënt aan te pakken.

Ik zal bijgevolg het overleg met de respectieve bevoegde ministers op de verschillende niveaus voortzetten. De heer Furlan, mevrouw Simonet, de heer Smet – die zeer positief was in zijn brief – de heer Picqué en de heer Daerden hebben hun akkoord voor een officiële samenwerking gegeven.

De doelstelling bestaat erin met de regionale entiteiten een sterker beleid te bewerkstelligen en specifieke initiatieven te schetsen om gewelddadige radicalisering te voorkomen. In een volgende fase zullen verschillende sectoren van de eerste lijn worden uitgenodigd, in samenwerking met de regionale entiteiten, om te overleggen over de uitwerking van de voorgestelde initiatieven.

De voorzitter. – Ik wil drie opmerkingen maken.

Ten eerste: als we de neiging tot radicalisering van een minderheid willen verminderen, moeten we stoppen met onze pijlen op de islam te richten, want daarmee provoceren we die jongeren, die dikwijls werkloos zijn. Via een lang proces worden sommigen onder hen naar het terrorisme gedreven. Het is verkieslijk een betere sfeer te scheppen.

Met mijn tweede opmerking pleit ik voor de opleiding van mensen: wat we radicaal fundamentalisme noemen heeft twee takken. De ene bestaat uit mensen die zeker zeer fundamentalistisch zijn in hun kleding, die weigeren de hand te schudden, maar die een zeer vreedzame boodschap hebben. De andere tak daarentegen bestaat uit mensen die een zeer gewelddadig discours uitdragen. We moeten hen weten te

distinguer.

Ma troisième remarque porte sur le recrutement de nos policiers. Dans ma commune, les agents de quartier qui parlent l'arabe sont deux fois plus efficaces. Les agents qui viennent d'Eeklo ou de Dinant sont pleins de bonne volonté, mais ils ont logiquement besoin d'un certain temps avant d'être efficaces. Quitte à prêcher dans un désert, je pense qu'il faudrait faire un effort dans la connaissance de la langue car c'est fort utile : pensons au policier en civil qui boit une bière dans un café en écoutant ce qui se dit ; dans les quartiers que j'évoquais, mieux vaut aller dans un salon de thé et comprendre les langues des pays d'origine.

Sans vouloir jeter l'opprobre sur les actions de la ministre, je crois qu'il y a parfois des évidences dont on ne veut pas tenir compte.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je remercie la ministre pour sa réponse claire. Ne nous clouons pas mutuellement au pilori. Notre objectif est le même : une société caractérisée par le respect mutuel et le respect des règles, d'où sont bannies la criminalité et l'agressivité. J'ai aussi une foi solide dans le contrôle social. C'est pourquoi la vie associative et les organisations de jeunesse sont tellement importantes. Je pense moi aussi que nous devons tendre la main aux jeunes vulnérables mais nous devons veiller à ne pas provoquer une rupture de confiance. Il ne faut pas que les jeunes aient le sentiment que les organisations dont ils font partie trahissent leur confiance car c'est une cause d'isolement. Bien sûr, chacun de nous est légalement tenu d'informer les autorités des activités criminelles dont il a connaissance mais c'est autre chose.*

Mme Annemie Turtelboom, ministre de l'Intérieur. – *Lisez correctement les articles de presse.*

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je suis convaincu que vous ne vous êtes pas exprimée en ces termes mais c'est ainsi que ces articles ont présenté les choses. L'objectif est juste mais si nous nuisons à la confiance que les gens ont dans ces organisations, nous nous éloignerons de la société meilleure à laquelle nous aspirons. J'espère que vous en êtes consciente.*

Mme Zakia Khattabi (Ecolo). – Je voudrais préciser mon propos afin d'éviter toute confusion. Je reconnais le rôle des agents de quartier tout comme celui de la police, lequel ne se limite pas à la répression. Vous avez vous-même donné des exemples à ce sujet, monsieur le président.

Nous sommes évidemment tous sensibles au travail qui doit être fait dans ces quartiers sur la question de la radicalisation. Mais les effets de telles déclarations sur le public, même si votre intention n'est pas celle que l'on vous prête, madame la ministre, ne contribuent pas à améliorer la vie dans les quartiers ni à réduire la stigmatisation. C'est sur ce point que nous voulons attirer votre attention.

Par ailleurs, j'estime qu'il faut éviter d'épingler les enseignants, les travailleurs sociaux, etc. comme ressource pour le ministère de l'Intérieur car cela risque de jeter une certaine méfiance sur ces fonctions.

onderscheiden.

Mijn derde opmerking gaat over de rekrutering van onze agenten. In mijn gemeente zijn de wijkagenten die Arabisch spreken dubbel zo efficiënt. Agenten uit Eeklo of Dinant zijn vol goede wil, maar het duurt begrijpelijkerwijze een tijdje voordat ze efficiënt zijn. Op gevaar af te prediken in de woestijn, denk ik dat we een inspanning moeten doen op het vlak van talenkennis, want die is zeer nuttig: denk maar aan de agent in burger die een biertje drinkt in een café en intussen luistert naar wat wordt gezegd; in de wijken waarover ik het had, is het beter naar een theesalon te gaan en de talen van de landen van herkomst te begrijpen.

Ik wil de acties van de minister niet met schande overladen, maar ik denk dat er soms evidenties zijn waar men geen rekening mee wil houden.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik dank de minister voor haar duidelijke antwoord. We gaan elkaar niet in de hoek duwen. Ik denk dat we dezelfde doelstelling hebben: komen tot een samenleving met veel respect voor elkaar én voor de regels, een samenleving waaruit criminaliteit en agressiviteit worden gebannen. Daar zijn we het over eens. Ik geloof ook heel sterk in sociale controle. Daarom zijn het verenigingsleven en de jeugdorganisaties zo essentieel. Ik ben het er helemaal mee eens dat we kwetsbare jongeren de hand moeten reiken, maar we moeten oppassen voor een vertrouwensbreuk. Jongeren mogen niet het gevoel krijgen dat hun eigen organisaties hun vertrouwen schenden. Dan krijgt men pas isolement. Natuurlijk is elk van ons wettelijk verplicht de overheid in te lichten als we weet hebben van criminele activiteiten, maar dat is iets anders. Nu wordt echter de indruk gewekt dat die organisaties moeten verklikken.

Mevrouw Annemie Turtelboom, minister van Binnenlandse Zaken. – U moet de persartikelen juist lezen.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik ben ervan overtuigd dat u het niet zo hebt gezegd, maar dat was wel de teneur van bepaalde artikelen. De doelstelling is zonder enige twijfel juist, maar als het vertrouwen in die verenigingen wordt geschaad, dan staan we veel verder af van een betere samenleving. Ik hoop dat u dat beseft.

Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo). – *Ik wil mijn betoog verduidelijken om misverstanden te vermijden. Ik erken de rol van de wijkagenten en van de politie, die niet louter repressief is. Mijnheer de voorzitter, u gaf daar zelf al voorbeelden van.*

We beseffen allen dat in die wijken hard moet worden gewerkt om radicalisering tegen te gaan. Mevrouw de minister, het effect van zulke verklaringen op de publieke opinie, ook al zijn uw intenties niet die welke men u toedicht, draagt niet bij aan meer sereniteit, noch aan minder stigmatisering. Daarop willen we uw aandacht vestigen.

Ik vind overigens dat men onder meer leerkrachten en sociale werkers niet mag inschakelen voor het beleid van Binnenlandse zaken omdat die beroepen anders met een zeker wantrouwen zullen worden bejegend.

Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la ministre de l'Intérieur sur «le contrôle et la protection des entreprises Seveso dans notre pays» (n° 5-282)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Un violent incendie a éclaté dernièrement dans une entreprise chimique d'emballage de Moerdijk aux Pays-Bas. Cela a de nouveau attiré l'attention sur les risques énormes que représentent les entreprises dites Seveso. La présence d'une entreprise Seveso constitue une menace permanente pour les riverains. La Belgique compte 371 entreprises Seveso, qui stockent et traitent chacune des quantités considérables de produits chimiques. Il s'agit notamment de raffineries, d'entreprises chimiques, de dépôts de gaz ou de pétrole et de fabriques de munitions. Ces entreprises sont soumises à des procédures d'autorisation très strictes, doublées de nombreuses analyses de risques. Des plans d'urgence particuliers, élaborés par les autorités publiques et l'entreprise, sont également applicables à ces entreprises qui sont soumises à un contrôle permanent.*

La ministre peut-elle expliquer comment les inspections et contrôles des entreprises Seveso se sont déroulés au cours des quatre dernières années (2007-2010) ? Des irrégularités ont-elles été constatées à cette occasion ? Si oui, où et quelles étaient leur nature et leur gravité ? Organise-t-on régulièrement des exercices pour actualiser et adapter les plans d'action ? La population en est-elle informée et y est-elle associée ? Ces exercices vont-ils de pair avec des campagnes tout aussi régulières d'information des riverains ? Comment réduit-on les risques de catastrophe ? Quelles sont les mesures et réglementation spécifiques à ce sujet ? À Neder-Over-Heembeek, une entreprise Seveso se trouve à proximité immédiate d'un vaste quartier résidentiel et est survolée fréquemment par des avions. A-t-on tenu compte de ces caractéristiques dans les analyses de risques spécifiques ?

Les installations d'alarme des entreprises Seveso viennent d'être soumises à des tests approfondis. Quels en ont été les résultats ? La ministre connaît-elle des entreprises qui ne se soucient guère de limiter les risques ? La population sait-elle comment elle est censée réagir lorsque les sirènes retentissent ? Des mesures et plans spécifiques sont-ils prévus pour réduire les risques d'actions terroristes contre des entreprises Seveso ? Si oui, lesquels ? Si non, pourquoi et quelles actions la ministre envisage-t-elle ?

Mme Annemie Turtelboom, ministre de l'Intérieur. – *L'inspection des entreprises Seveso classées « seuil élevé » relève de la compétence d'une équipe composée de fonctionnaires de la Région concernée et du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, division du contrôle des risques chimiques. Celle-ci relève de la compétence de la ministre du Travail.*

Les gouverneurs de province sont légalement obligés de tester et, si nécessaire, de revoir et d'actualiser les plans particuliers d'urgence et d'intervention des entreprises Seveso à seuil élevé situées sur leur territoire, et ce tous les trois ans au moins. L'implication et l'information de la population dépend de la nature de l'exercice. S'agit-il d'un

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de controle en bescherming van de Sevesobedrijven in ons land» (nr. 5-282)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – *In Nederland, meer bepaald in Moerdijk, woedde onlangs een enorme brand in een chemisch verpakkingsbedrijf. Met die brand werd eens te meer de aandacht gevestigd op de enorme risico's van de zogenaamde Sevesobedrijven. Voor omwonenden betekent een Sevesobedrijf een permanente en levensbedreigende aanwezigheid. België telt 371 Sevesobedrijven, elk met opslag en verwerking van een aanzienlijke hoeveelheid gevaarlijke chemische stoffen. Het gaat onder andere over raffinaderijen, chemiebedrijven, aardolie- en aardgasdepots en munitiefabrieken. Die bedrijven vallen onder zeer strenge vergunningsprocedures, waarbij tal van risicoanalyses worden opgemaakt. Voor die bedrijven gelden eveneens speciale noodplannen, gezamenlijk opgemaakt door de overheid en het bedrijf, en een constante controle.*

Kan de minister meedelen hoe de inspecties en controles van de Sevesobedrijven de laatste vier jaar (de periode 2007-2010) verliepen? Stelde men bij die controles onregelmatigheden vast? Zo ja, waar en van welke aard en ernst? Worden er regelmatig oefeningen georganiseerd opdat de actieplannen actueel en aangepast zouden blijven? Wordt de bevolking daarover geïnformeerd en daarbij betrokken? Gaan de oefeningen gepaard met even regelmatig informatiecampagnes voor de omwonenden? Hoe wordt het risico op een ramp tot het minimum beperkt, welke specifieke maatregelen en regelgeving bestaan daaromtrent? In Neder-Over-Heembeek in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevindt zich een Sevesobedrijf, in de onmiddellijke omgeving van een grote woonkern. Dat bedrijf wordt heel frequent overvlogen want de luchthaven ligt zeer nabij. Hield men daarmee rekening bij de specifieke risicoanalyses voor dat bedrijf?

Onlangs werden de alarminstallaties van alle Sevesobedrijven grondig getest, wat leverden de tests op? Heeft de minister kennis van bedrijven die de risicobeperking niet zo ernstig opnemen? Is de bevolking geïnformeerd hoe ze geacht wordt te reageren bij het horen van de sirenes? Bestaan er specifieke maatregelen en plannen om de risico's op terroristische acties tegen de Sevesobedrijven tot een minimum te beperken? Zo ja, welke? Zo neen, waarom bestaan die maatregelen en plannen niet en welke specifieke beleidsvoering plant de minister?

Mevrouw Annemie Turtelboom, minister van Binnenlandse Zaken. – *De inspectie van Sevesobedrijven met een hoge drempel valt onder de bevoegdheid van een inspectieteam samengesteld uit ambtenaren van het betrokken gewest en van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, afdeling van het toezicht op de chemische risico's. Laatstgenoemde afdeling valt onder de bevoegdheid van de minister van Werk.*

De provinciegouverneurs zijn wettelijk verplicht om de bijzondere nood- en interventieplannen van de Sevesobedrijven met een hoge drempel op hun grondgebied minstens om de drie jaar te testen en indien nodig te herzien en bij te werken. Het betrekken en informeren van de

test de communication, d'un exercice avec engagement réel ou d'autre chose encore ?

Il revient au ministre de l'Intérieur d'informer, tous les cinq ans au moins, la population exposée aux conséquences d'un accident Seveso sur les risques, les mesures de précaution prises par l'autorité et l'exploitant, et sur la conduite à suivre en cas d'accident.

Tant les exploitants d'une entreprise Seveso à seuil élevé que l'autorité ont diverses obligations pour éviter les accidents Seveso et réduire au maximum les conséquences de tels accidents. Ainsi, les exploitants doivent rédiger un plan interne d'urgence et un rapport de sécurité. Dans ce dernier, l'exploitant doit démontrer qu'il gère les risques de ses installations et qu'il a pris les mesures nécessaires afin de prévenir des accidents graves et de limiter les conséquences de tels accidents.

Les gouverneurs de province sont à leur tour légalement obligés de rédiger un plan particulier d'urgence et d'intervention pour toutes les entreprises Seveso à seuil élevé situées dans leur province. Ces plans sont établis sur la base du rapport de sécurité des entreprises à seuil élevé et en concertation avec les acteurs concernés de la cellule provinciale de sécurité.

Ces plans doivent inclure entre autres une analyse de risque précise de tous les scénarios possibles d'accidents et de leurs conséquences. De cette manière, on peut réagir efficacement en cas d'incident dans une telle entreprise.

L'octroi du permis d'environnement et de l'autorisation d'exploitation d'une entreprise Seveso relève de la compétence du service désigné à cette fin de la Région de Bruxelles-Capitale. L'implantation spécifique de l'entreprise concernée doit par conséquent être examinée en cours de procédure d'autorisation, en tenant compte de la présence de l'aéroport et des zones résidentielles proches.

Les résultats du dernier test du système d'alerte dans la Région de Bruxelles-Capitale effectué le 6 janvier 2011 mettent en évidence un fonctionnement correct des sirènes. Je n'ai pas connaissance d'entreprises qui ne prennent pas au sérieux la limitation des risques. En outre, comme cela a été dit, la sécurité d'une entreprise est contrôlée tant sur la base d'exercices du plan d'urgence organisés en interne et en externe que pendant les inspections des autorités compétentes.

En ce qui concerne la protection contre des actions terroristes, les mêmes principes valent pour ces entreprises que pour d'autres. Lorsque l'OCAM constate une menace accrue, le centre de crise impose les mesures de protection nécessaires qui doivent être exécutées par les agents de police, la police locale, éventuellement, en fonction du niveau, soutenue par la police fédérale. En outre, les entreprises prennent aujourd'hui déjà elles-mêmes des mesures de prévention, tant permanentes que graduelles, contre les intrus.

Pour l'échange d'informations entre les entreprises et l'autorité à propos de menaces et d'actions suspectes, on fait appel au système early warning entre le centre de crise et le point de contact central de la FEB.

En réponse à la question relative à de nouvelles initiatives politiques dans le domaine de la protection contre le

bevolking is afhankelijk van de aard van de oefening. Is het een communicatietest, een oefening met reële inzet of nog wat anders?

De minister van Binnenlandse Zaken moet de bevolking die door de gevolgen van een Seveso-ongeval kan worden getroffen, minstens om de vijf jaar informeren over het Sevesorisico, over de getroffen beschermingsmaatregelen van overheid en exploitant en over de te volgen gedragslijn bij een ongeval.

Zowel de exploitanten van een Sevesobedrijf met een hoge drempel als de overheid hebben verschillende verplichtingen om Seveso-ongevallen te vermijden en de gevolgen van dergelijke ongevallen tot een minimum te beperken. Zo dienen de exploitanten een intern noodplan en een veiligheidsrapport op te stellen. Het veiligheidsrapport is een document waarin de exploitant dient aan te tonen dat hij de risico's van zijn installaties beheerst en dat hij de nodige maatregelen heeft genomen om zware ongevallen te voorkomen en de gevolgen van dergelijke ongevallen te beperken.

De provinciegouverneurs zijn op hun beurt wettelijk verplicht om voor alle Sevesobedrijven met een hoge drempel in hun provincie een bijzonder nood- en interventieplan op te stellen. Het opstellen van die plannen gebeurt op basis van het veiligheidsrapport van de hogedrempelbedrijven en in overleg met de betrokken actoren van de provinciale veiligheidscel.

In die plannen dient onder andere een duidelijke risicoanalyse te worden gemaakt van alle mogelijke ongevallenscenario's die zich kunnen voordoen en van de gevolgen die hieraan dienen te worden gegeven. Op die manier kan efficiënt worden gereageerd in geval van een incident in een dergelijk bedrijf.

Het verlenen van de milieu- en exploitatievergunning van een Sevesobedrijf valt onder de bevoegdheid van de hiertoe aangestelde dienst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De specifieke inplanting van het betrokken bedrijf dient bijgevolg tijdens het genoemde vergunningsproces te worden onderzocht, in het licht van de aanwezigheid van de luchthaven en de nabije woonkernen.

Uit de resultaten van de laatste sirenetest in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op 6 januari 2011, blijkt dat de sirenes terdege hebben gewerkt. Ik heb geen weet van bedrijven die de risicobeperking niet ernstig nemen. Bovendien wordt, zoals eerder aangehaald, de veiligheid van een bedrijf zowel op basis van de georganiseerde interne en externe noodplanoefeningen als tijdens inspectiebezoeken van de bevoegde overheden gecontroleerd.

Wat de bescherming tegen terroristische acties betreft, gelden voor deze bedrijven dezelfde principes als voor andere bedrijven. Wanneer OCAD een verhoogde dreiging vaststelt, schrijft het crisiscentrum de nodige beschermingsmaatregelen voor die moeten worden uitgevoerd door de politiediensten, de lokale politie, eventueel, naargelang van het niveau, ondersteund door de federale politie. Daarnaast nemen bedrijven vandaag reeds zelf preventiemaatregelen, zowel permanente als graduele, tegen ongewenst bezoek.

Voor de informatie-uitwisseling tussen de bedrijfs wereld en de overheid op het vlak van dreigingen en verdachte handelingen wordt gebruik gemaakt van het *early*

terrorisme, j'informe que le Conseil des ministres du 19 novembre 2010 a approuvé en première lecture un projet de loi relatif à l'infrastructure critique et aux autres points d'intérêt fédéral et d'intérêt local. Il s'agit de la transposition d'une directive européenne qui doit être finalisée le plus rapidement possible. Le Conseil d'État a rendu un avis le 9 décembre 2010. Lors du prochain Conseil des ministres, je proposerai de déposer le projet au parlement. Cette loi obligera les infrastructures critiques des secteurs de l'énergie, des transports, des communications électroniques et des finances à établir un plan de protection contre les perturbations malveillantes de leurs activités et renforcera encore la collaboration entre les services publics compétents. Dans ce domaine également, les ministres respectifs compétents pour ces secteurs organiseront des inspections.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je remercie la ministre pour ces explications. Je lui demande de contrôler effectivement deux choses. Je n'ai pas l'impression, en effet, que les entreprises Seveso et la Région de Bruxelles-Capitale fournissent réellement de bonnes informations aux riverains. Je m'étonne aussi de l'absence de contrôles structurels. La réglementation me convainc mais je crains que les règles ne soient pas toujours respectées dans la pratique et que la population ne soit pas au courant de ce qu'elle doit faire en cas de catastrophe.*

Demande d'explications de Mme Caroline Désir à la ministre de l'Intérieur sur «la présence et l'action éventuelles de policiers ou de services de renseignements tunisiens sur le sol belge» (n° 5-294)

Demande d'explications de Mme Zakia Khattabi à la ministre de l'Intérieur sur «la présence de policiers et d'agents des services de renseignements tunisiens sur le sol belge et leur collaboration avec nos propres services» (n° 5-302)

M. le président. – Je vous propose de joindre ces demandes d'explications. (*Assentiment*)

Mme Caroline Désir (PS). – Nous suivons évidemment de près l'actualité politique en Tunisie. Comme vous le savez, la situation est aujourd'hui particulièrement préoccupante.

Nous savons en effet que la répression des mouvements sociaux a entraîné, début janvier, la mort de plusieurs dizaines de manifestants. À cette occasion, la presse a dénoncé l'action de policiers tunisiens en civil dans les rues de Bruxelles. Certains d'entre eux auraient exercé une pression sur des opposants au régime du président Ben Ali résidant en Belgique. La presse nous apprenait que cette information

warning-système tussen het crisiscentrum en het centraal contactpunt van het VBO.

Als antwoord op de vraag naar nieuwe beleidsinitiatieven op het vlak van beveiliging tegen terrorisme, kan ik melden dat de Ministerraad van 19 november 2010 in eerste lezing een voorontwerp van wet heeft goedgekeurd betreffende de kritieke infrastructuur en de andere punten van federaal belang en de punten van lokaal belang. Het gaat om de omzetting van een Europese richtlijn die dringend moest worden afgerond. De Raad van State heeft op 9 december 2010 advies uitgebracht en op de eerstvolgende Ministerraad zal ik voorstellen het ontwerp bij het parlement in te dienen. Door deze wet zullen de kritieke infrastructuren in de sectoren energie, vervoer, elektronische communicatie en financiën verplicht een beveiligingsplan tegen kwaadwillige verstoring van hun activiteiten moeten opmaken en zal de samenwerking tussen de bevoegde overheidsdiensten nog worden verstrekt. Ook op dit domein zullen inspecties komen, georganiseerd door de respectieve ministers die voor deze sectoren bevoegd zijn.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik dank de minister voor deze uitleg. Ik vraag de minister twee zaken echt te controleren. Ik heb immers niet de indruk dat Sevesobedrijven en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest echt goede informatie aan de omgeving verstrekken. Het verbaast mij ook enigszins dat er niet echt structurele controles worden uitgevoerd. De regelgeving overtuigt mij wel, maar ik vrees dat de regels niet altijd in de praktijk worden nageleefd en dat de bevolking echt niet op de hoogte is van wat ze moet doen in geval van een ramp.

Vraag om uitleg van mevrouw Caroline Désir aan de minister van Binnenlandse Zaken over «mogelijke aanwezigheid en optreden van Tunesische politie of inlichtingendiensten op het Belgisch grondgebied» (nr. 5-294)

Vraag om uitleg van mevrouw Zakia Khattabi aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de aanwezigheid van Tunesische politie en inlichtingendiensten op Belgisch grondgebied en hun samenwerking met onze eigen diensten» (nr. 5-302)

De voorzitter. – Ik stel voor deze vragen om uitleg samen te voegen. (*Instemming*)

Mevrouw Caroline Désir (PS). – *We volgen van dichtbij de politieke actualiteit in Tunesië, die momenteel bijzonder zorgwekkend is.*

Het neerslaan van de volksopstand had begin januari de dood van tientallen manifestanten tot gevolg. Naar aanleiding daarvan veroordeelde de pers het optreden van Tunesische politieagenten in burger in de straten van Brussel. Sommigen onder hen zouden druk uitgeoefend hebben op opposanten van het regime van president Ben Ali die in België verblijven. Er werd gezegd dat deze informatie bevestigd zou zijn door

aurait été confirmée par une source au sein de la police fédérale.

Avez-vous connaissance de la présence et des activités éventuelles de policiers ou de services de renseignement tunisiens en Belgique ? Dans l'affirmative, combien sont-ils et dans quel cadre exercent-ils leur mission ? Dans la négative, avez-vous pris contact avec votre homologue tunisien pour vérifier ces informations ?

Mme Zakia Khattabi (Ecolo). – La presse, à l'occasion de la couverture médiatique des événements dramatiques qui ont actuellement lieu en Tunisie, s'est fait l'écho de témoignages de ressortissants tunisiens ou d'origine tunisienne, dont il ressort que la communauté tunisienne de Belgique serait encore et toujours soumise à un certain contrôle de l'autorité tunisienne par le biais de policiers et/ou d'agents des services de renseignement infiltrés. Selon le journaliste, la police fédérale aurait confirmé l'information.

Confirmez-vous également cette information ? Le cas échéant, pouvez-vous nous éclairer sur les bases légales organisant cette collaboration pour le moins curieuse, puisqu'il s'agirait d'une présence « permanente » en dehors de toute enquête précise qui justifierait le besoin d'une telle collaboration.

Voici quelques semaines, notre assemblée a voté un projet de loi modifiant l'article 47octies du Code d'instruction criminelle concernant la collaboration avec des infiltrants étrangers. À cette occasion, mon groupe s'était déjà inquiété du manque de balises et avait déposé des amendements visant à cadrer ce type de collaboration et à éviter qu'elle ne se fasse avec des États dont on sait qu'ils sont loin de respecter les droits fondamentaux.

À l'aune de l'actualité tunisienne qui, en réalité, ne fait que mettre en lumière ce que d'aucuns savaient déjà, ne pensez-vous pas qu'il y a lieu de redéfinir les critères minimum nécessaires à la mise en place de telles collaborations, dans le but de protéger nos concitoyens ?

Mme Annemie Turtelboom, ministre de l'Intérieur. – À ce jour, la police fédérale ne dispose d'aucune information relative à la présence éventuelle, sur le sol belge, de policiers ou de membres des services de renseignement tunisiens.

En tout état de cause, si la police fédérale devait se rendre compte de l'activité illégale de tels fonctionnaires sur le territoire belge, nos services dresseraient procès-verbal et en informeraient le Parquet.

Par ailleurs, la police fédérale n'est pas informée du fait qu'un policier fédéral belge aurait confirmé cette présence sur notre territoire.

En ce qui concerne vos questions relatives au projet de loi en question, je vous invite à interroger mon collègue, le ministre de la Justice, qui est compétent dans cette matière.

Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la ministre de l'Intérieur sur «l'importante augmentation des rixes violentes opposant des jeunes» (n° 5-314)

M. Bert Anciaux (sp.a). – Des articles inquiétants sur une

een bron bij de federale politie.

Heeft u weet van de aanwezigheid en van eventuele activiteiten van Tunesische politieagenten of inlichtingendiensten in België? Zo ja, hoeveel zijn het er en wat doen ze hier precies? Zo niet, heeft u dan contact opgenomen met uw Tunesische collega om die informatie na te trekken?

Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo). – Naar aanleiding van de dramatische gebeurtenissen die zich momenteel in Tunesië afspelen, verschenen in de pers getuigenissen van mensen van Tunesische afkomst waaruit bleek dat de Tunesische gemeenschap van België nog in het vizier wordt gehouden van de Tunesische overheid via politieagenten en/of geïnfiltreerde agenten van de inlichtingendiensten. Volgens de journalist zou de federale politie deze informatie bevestigen hebben.

Kan u dit ook bevestigen? Wat is de wettelijke grondslag voor deze, op zijn minst vreemde, samenwerking aangezien het zou gaan om een 'permanente' aanwezigheid, buiten enig specifiek onderzoek, dat zo'n samenwerking zou rechtvaardigen?

Enkele weken geleden keurde onze assemblee een wetsontwerp goed tot wijziging van artikel 47octies van het Wetboek van Strafvordering met betrekking tot de samenwerking met buitenlandse infiltranten. Onze fractie had daarbij al vragen opgeworpen over de onduidelijke afbakening en ook amendementen ingediend om dit soort samenwerking te regelen en om te vermijden dat zou worden samengewerkt met staten die erom bekend staan het niet zo nauw te nemen met de mensenrechten.

Denkt u niet dat, nu de actualiteit in Tunesië aan het licht brengt wat sommigen al wisten, de minimumvereisten voor een dergelijke samenwerking moeten worden herzien met het oog op de bescherming van onze medeburgers?

Mevrouw Annemie Turtelboom, minister van Binnenlandse Zaken. – Tot op heden heeft de federale politie geen weet van een eventuele aanwezigheid op het Belgisch grondgebied van Tunesische politiemensen of leden van de inlichtingendiensten.

Mocht de federale politie illegale activiteiten van zulke mensen op het Belgisch grondgebied opmerken, zouden onze diensten daarvan een proces-verbaal opstellen en het parket waarschuwen.

De federale politie heeft ook geen weet van het feit dat een lid van de Belgische federale politie die aanwezigheid op ons grondgebied zou hebben bevestigd.

Ik nodig u uit om uw vragen met betrekking tot het desbetreffende wetsontwerp te stellen aan mijn collega van Justitie, die daarvoor bevoegd is.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de forse toename van zware steekpartijen onder jongeren» (nr. 5-314)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Verontrustende berichten

forte hausse des bagarres de rue avec usage de couteaux, surtout parmi les jeunes, envahissent les médias. Le port d'un couteau serait de plus en plus accepté comme une évidence. Cela crée un cercle vicieux : de plus en plus de jeunes s'arment pour réagir avec virulence contre un nombre de plus en plus élevé d'autres jeunes armés. Une spirale négative particulièrement dangereuse a ainsi vu le jour et est clairement perçue.

La ministre est-elle consciente de ce phénomène ? Sait-elle que le nombre d'agressions à l'arme blanche, avec usage de couteaux, a fortement augmenté entre 2007 et 2010 ? Constate-t-elle comme moi une évolution inquiétante ? Cette évolution est-elle liée à une augmentation des contrôles du port de couteaux ? Comment ces contrôles sont-ils effectués, quels en sont les effets ? Confisque-t-on ou découvre-t-on de plus en plus de couteaux depuis 2007 ? La ministre dispose-t-elle de chiffres à ce sujet ? Le nombre de contrôles est-il augmenté en vue de juguler le port d'armes illégales ? La ministre dispose-t-elle de chiffres à ce sujet ? Quelle est l'évolution du nombre de morts victimes de ces agressions depuis 2007 ? Cette évolution n'exige-t-elle pas une limitation rapide de la vente de ce genre de poignard, push dagger et canif ? La ministre estime-t-elle encore prudent que les mineurs puissent aussi acheter librement ces couteaux ? La ministre dispose-t-elle d'un plan d'action pour mieux lutter contre ce dangereux phénomène ? La ministre a-t-elle déjà organisé une concertation à ce sujet avec la justice ? Les jeunes sont-ils encore suffisamment dissuadés d'utiliser et de posséder des armes blanches ? Dans la négative, de quels instruments la ministre dispose-t-elle pour renforcer la dissuasion ?

Mme Annemie Turtelboom, ministre de l'Intérieur. – *Les chiffres pour coups et blessures sont les suivants : 641 cas en 2007, 685 en 2008, 696 en 2009 et 123 pour le premier trimestre 2010. Pour les meurtres et homicides, il y a eu 143 cas en 2007 avec utilisation d'une arme blanche, 150 en 2008, 153 en 2009 et 45 au cours du premier trimestre 2010.*

Vu l'augmentation de la criminalité parmi les jeunes de moins de 25 ans, principalement dans les villes ainsi que dans et autour des centres de délassement, le plan national de sécurité a fixé cette criminalité comme priorité. Cela signifie que tant la police locale que la police fédérale doivent exercer suffisamment de contrôles autour de ces centres et dans les transports publics.

À l'occasion d'opérations de grande envergure, les services de police recherchent non seulement de la drogue ou du matériel de cambriolage mais aussi des armes illégales. Des procès-verbaux sont dès lors régulièrement dressés pour possession d'armes interdites ; des couteaux et coups de poing américains entre autres sont saisis. Il n'existe pas de chiffres centralisés sur le nombre de contrôles policiers du port d'armes illégales.

Lorsque, pendant un contrôle ou un service d'ordre, la police tombe sur une personne en possession d'un couteau non qualifié d'arme illégale, elle procède à une saisie administrative de ce dernier aussi longtemps que nécessaire pour le maintien de l'ordre public.

Il n'existe pas davantage de chiffres centralisés sur le nombre de couteaux saisis ou découverts.

En ce qui concerne l'éventuel renforcement de la loi sur les

over een ernstige toename van straatgevechten met messen, vooral onder jongeren, overwoekeren de media. Het dragen van een mes zou steeds meer als een vanzelfsprekendheid worden aanvaard. Dat creëert een vicieuze cirkel, waarbij steeds meer jongeren zich bewapenen om virulent te reageren op steeds meer andere jongeren die een wapen dragen. Zo ontstaat een bijzonder gevaarlijke, negatieve spiraal, die zich nu al duidelijk laat voelen.

Is de minister zich bewust van dit fenomeen? Weet de minister dat het aantal geregistreerde steekpartijen met messen van 2007 tot 2010 sterk is toegenomen? Deelt de minister mijn vaststelling dat het hier gaat om een onrustbarende evolutie? Gaat deze evolutie gepaard met een toename van de controles op het dragen van steekmessen? Hoe worden ze aangepakt, welke effecten hebben ze? Worden er sinds 2007 steeds meer messen in beslag genomen of ontdekt? Beschikt de minister hier over cijfermateriaal? Stijgt het aantal controles met het oog op het beteugelen van de illegale wapendracht? Beschikt de minister hier over cijfers? Hoe evolueert het aantal dodelijke slachtoffers van die steekpartijen sinds 2007? Smeekt deze evolutie niet om een snelle beperking van de verkoop van dit soort dolkmessen, palmmessen en vouwmessen? Oordeelt de minister het nog langer verantwoord dat ook minderjarigen die messen vrij kunnen kopen? Beschikt de minister ondertussen over een actieplan om dit gevaarlijke fenomeen beter te bestrijden? Organiseerde de minister hierover al overleg met Justitie? Is het afschrikkingseffect van het gebruik en bezit van steekwapens bij de jongeren nog voldoende groot? Zo neen, over welke instrumenten beschikt de minister om dat afschrikkingseffect opnieuw groter te maken?

Mevrouw Annemie Turtelboom, minister van Binnenlandse Zaken. – De cijfers voor slagen en verwondingen zijn de volgende: 641 gevallen in 2007, 685 in 2008, 696 in 2009 en 123 in het eerste kwartaal van 2010. Voor moord en doodslag waren er 143 gevallen in 2007 waarbij een steekwapen werd gebruikt, 150 in 2008, 153 in 2009 en 45 in het eerste kwartaal van 2010.

In het Nationaal Veiligheidsplan werd de criminaliteit bij jongeren tot 25 jaar als prioriteit gesteld 'gezien de toename van deze criminaliteit in vooral de steden en in en rond uitgaanscentra'. Dat betekent dat zowel de lokale als de federale politie voldoende controles moeten uitvoeren in de omgeving van uitgaansbuurten en op het openbaar vervoer.

Naar aanleiding van grootscheepse acties gaat de aandacht van de politiediensten niet enkel uit naar de opsporing van drugs of inbraakmateriaal, maar ook naar illegale wapens. Het gebeurt dan ook geregeld dat processen-verbaal worden opgesteld voor verboden wapenbezit, waarbij onder meer messen en boksijzers in beslag worden genomen. Er zijn geen gecentraliseerde cijfers beschikbaar over het aantal politiecontroles naar illegale wapens.

Wanneer de politie tijdens een controle of tijdens een ordedienst een persoon aantreft in het bezit van een mes dat niet als illegaal wapen staat gecatalogeerd, zal zij dit mes bestuurlijk in beslag nemen, zo lang dat noodzakelijk is voor de handhaving van de openbare orde.

Ook hier zijn geen gecentraliseerde cijfers beschikbaar over het aantal in beslag genomen of ontdekte messen.

Wat het eventueel aanscherpen van de wapenwet betreft,

armes, je renvoie à la compétence du ministre de la Justice.

La prévention d'agressions à l'arme blanche parmi les jeunes est à mes yeux une tâche importante de tous les organes de la société qui, d'une manière ou d'une autre, sont concernés par le contrôle social.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Les chiffres montrent clairement une augmentation. Je me réjouis que le phénomène soit considéré comme une priorité. J'espère que l'on tiendra la situation à l'œil. Je réfléchirai quand même à une réglementation éventuellement plus stricte car nombre de ces armes ne sont pas illégales mais néanmoins particulièrement dangereuses.*

M. le président. – Il conviendrait peut-être de légiférer à propos des armes factices imitant les armes réelles. Des policiers avec lesquels je me suis entretenu dernièrement ont attiré mon attention sur le fait qu'il est impossible de faire la différence entre les deux et jugent dès lors qu'il serait temps d'interdire la vente libre de ces armes factices. C'est un autre problème, me direz-vous, mais quand même proche du sujet qui nous occupe.

Demande d'explications de M. Huub Broers à la ministre de l'Intérieur sur «la zone de police AMOW» (n° 5-326)

M. Huub Broers (N-VA). – *En décembre, le conseil communal de Wemmel a adopté de justesse la dotation 2011 à la zone de police AMOW avec 9 voix pour, 5 contre et 9 abstentions.*

Malgré leur présomption irréfragable, les conseillers francophones ont exprimé leur mécontentement sur la collaboration au sein de cette zone de la Région flamande. Ils ont demandé une collaboration avec les zones de police bruxelloises parce que, selon un conseiller, Wemmel est confrontée en matière de criminalité à des problèmes semblables à ceux de la Région bruxelloise.

Selon la majorité du conseil de Wemmel, ils sont de ce fait – je ne suis pas en mesure d'établir le lien – confrontés à un problème linguistique.

Pourtant, selon les arrêts du Conseil d'État et de la Cour constitutionnelle, la commune de Wemmel est, d'un point de vue administratif, une commune unilingue de la Région flamande. La Cour constitutionnelle s'est prononcée en ce sens dans l'arrêt 26/98 sur la région de langue néerlandaise : « Bien que les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative prévoient à l'intention des habitants francophones des communes périphériques une réglementation particulière qui les autorise à utiliser la langue française dans leurs relations avec les services locaux et qui impose à ces services l'obligation d'utiliser la langue française dans les circonstances précisées dans ces lois, cette réglementation ne porte pas atteinte au caractère en principe unilingue de la région de langue néerlandaise à laquelle ces communes appartiennent. Ceci implique que la langue qui doit y être utilisée en matière administrative est en principe la langue néerlandaise et que des dispositions qui autorisent l'emploi d'une autre langue ne peuvent avoir pour effet qu'il soit porté atteinte à la primauté de la langue néerlandaise garantie par l'article 4 de la Constitution ».

verwijs ik naar de bevoegdheid van de minister van Justitie.

Inzake preventie van steekpartijen onder jongeren, denk ik dat eveneens een belangrijke taak is weggelegd voor alle maatschappelijke instanties die op één of andere manier betrokken zijn bij de sociale controle.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – De cijfers zijn duidelijk: er is inderdaad een stijging. Ik ben blij dat dit als een prioriteit wordt beschouwd. Ik hoop dat dit verder in het oog wordt gehouden. Ik ga toch eens nadenken over een eventuele strengere regelgeving, want veel van die wapens zijn niet illegaal, maar wel bijzonder gevaarlijk.

De voorzitter. – *Misschien moet er een wettelijke regeling komen voor namaakwapens. Politiemensen zeggen mij dat het onmogelijk is om namaakwapens van echte wapens te onderscheiden en daarom vinden ze dat de verkoop ervan moet worden verboden. Dat is wellicht een ander probleem, maar met raakpunten met dit onderwerp.*

Vraag om uitleg van de heer Huub Broers aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de politiezone AMOW» (nr. 5-326)

De heer Huub Broers (N-VA). – In december heeft de gemeenteraad van Wemmel de dotatie 2011 aan de politiezone AMOW slechts nipt goedgekeurd met 9 stemmen voor, 5 tegen en 9 onthoudingen.

De – ondanks hun onweerlegbaar vermoeden – Franstalige raadsleden uitten hun ongenoegen over de samenwerking binnen deze zone van het Vlaamse Gewest. Zij vragen een samenwerking met de Brusselse politiezones omdat – ik citeer een bijzonder aantrekkelijk argument van een raadslid – 'Wemmel op het vlak van criminaliteit gelijkaardige problemen heeft als het Brusselse Gewest'.

Volgens de meerderheid in de Wemmelse raad zitten ze daardoor – ik kan het verband niet leggen – nu met een taalprobleem.

De gemeente Wemmel is volgens arresten van de Raad van State en het Grondwettelijk Hof nochtans bestuurlijk een éentalige gemeente in het Vlaamse Gewest. Zo oordeelde het Grondwettelijk Hof in het arrest 26/98 over het Nederlandse taalgebied: 'Hoewel de gecoördineerde wetten over het gebruik van de talen in bestuurszaken ten behoeve van Franstalige inwoners in de randgemeenten in een bijzondere regeling voorzien die hen toestaat hun betrekkingen met de plaatselijke diensten in het Frans te voeren en die aan die diensten de verplichting opleggen om in bepaalde in die wetten nader omschreven omstandigheden het Frans te gebruiken, doet die regeling geen afbreuk aan het principieel eentalige karakter van het Nederlandse taalgebied, waartoe die gemeenten behoren. Zulks impliceert dat de taal die er in bestuurszaken moet worden gebruikt in beginsel het Nederlands is en dat bepalingen die het gebruik van een andere taal toestaan niet tot gevolg mogen hebben dat afbreuk wordt gedaan aan de door artikel 4 van de Grondwet gewaarborgde voorrang van het Nederlands.'

Het begrip 'taalgebied' is dus niet louter beschrijvend

Le concept de région linguistique n'est donc pas simplement descriptif. C'est bien un concept juridique. La région de langue néerlandaise est le territoire où le néerlandais doit être utilisé dans un certain nombre de domaines que la loi énumère formellement : l'administration, l'enseignement, la justice, les entreprises. La région de langue néerlandaise, y compris Wemmel, est donc unilingue néerlandaise.

Le bourgmestre, chef de la police, a même une présomption réfragable de la connaissance du néerlandais. Les facilités visent uniquement à aider les habitants de cette commune dans leurs contacts avec les services publics. Incorporer la commune dans un territoire bilingue constituerait une infraction à l'emploi des langues en matière administrative et modifierait de facto la subdivision en régions linguistiques garantie par la Constitution. Des problèmes juridiques pourraient donc justement apparaître si la commune était rattachée à une zone bilingue. Jusqu'à nouvel ordre, un conseiller communal ne peut pas encore décider à quelle zone linguistique sa commune appartient ni que sa police fera partie du territoire d'une autre région linguistique.

Pour moi, c'est le fonctionnement de la zone de police qui prime. Je n'en fais donc pas un incident linguistique.

Que fera la ministre si le conseil adopte une proposition officielle de rattachement à une zone bruxelloise bilingue ?

Vu que les budgets des zones de police sont aussi contrôlés par l'administration fédérale, je voudrais savoir ce qui se passera si le conseil n'adopte pas la dotation à la zone de police AMOW. Cela aurait déjà pu être le cas par exemple à l'occasion d'une révision du budget. La zone serait alors théoriquement paralysée.

La ministre reste-t-elle d'avis qu'une commune peut uniquement faire partie d'une zone de police de son propre arrondissement, en l'occurrence celui de Hal-Vilvorde ? La ministre attirera-t-elle l'attention de la commune de Wemmel sur ses obligations légales en la matière ?

Mme Annemie Turtelboom, ministre de l'Intérieur. – *L'article 9 de la loi sur la police intégrée n'autorise pas une zone de police à intégrer des communes qui font partie d'une autre province. La législation est suffisamment claire. Si l'on s'en écarte, le parlement devra d'abord modifier la loi.*

Un réaménagement d'une zone de police n'est d'ailleurs pas une décision unilatérale. Le partenaire, à savoir la ou les zones concernées, doit évidemment marquer son accord.

La possibilité légale de changer de zone a pris fin au 1^{er} janvier 2011. Toute modification devra désormais faire l'objet d'une proposition loi ou d'un projet de loi.

Une modification du nombre d'arrondissements judiciaires à la suite d'un redécoupage du paysage judiciaire influencera peut-être le paysage policier. Il est évidemment prématuré de se prononcer à ce sujet. Tout dépendra des lois que le parlement adoptera.

En ce qui concerne la deuxième question, la loi prévoit un certain nombre de solutions. Une clé de répartition alternative, la règle 60/20/20, peut être imposée.

Cette possibilité figure à l'article 40 de la loi. Une deuxième possibilité est l'inscription d'office au budget par le gouverneur. C'est une application du contrôle spécifique

bedoeld. Het is wel degelijk een juridisch begrip. Het Nederlandse taalgebied is het gebied waar het Nederlands moet worden gebruikt voor een aantal domeinen die de wet uitdrukkelijk opsomt: bestuur, onderwijs, justitie, bedrijfsleven. Het Nederlandse taalgebied, inclusief Wemmel, is eentalig Nederlands.

De burgemeester, hoofd van politie, heeft zelfs een weerlegbaar vermoeden van de taalkennis van het Nederlands. De faciliteiten zijn alleen bedoeld om de inwoners van die gemeente in hun contacten met openbare diensten te helpen. De gemeente indelen bij een tweetalig gebied zou dus een inbreuk zijn tegen het bestuurlijk taalgebruik en zou de facto de door de Grondwet gewaarborgde indeling in taalgebieden wijzigen. De juridische problemen zouden dus net kunnen opduiken als ze bij een tweetalige zone zouden aansluiten. Tot nader order kan een gemeenteraad nog niet beslissen tot welke taalzone zijn gemeente behoort of dat haar politie deel zal uitmaken van een anderstalig gebied.

Voor mij primeert de werking van de politiezone. Ik maak hier dan ook geen taalpolitiek incident van.

Wat zal de minister doen als de raad een officieel voorstel zou goedkeuren om aan te sluiten bij een tweetalige Brusselse zone?

Aangezien de budgetten van de politiezones ook door de federale administratie gecontroleerd worden, zou ik graag willen weten wat er gebeurt indien de raad in de toekomst geen goedkeuring zou geven aan de politiedotatie AMOW. Dit zou bijvoorbeeld al het geval kunnen zijn bij een budgetherziening. De werking van de zone zou dan in theorie stilvallen.

Blijft de minister erbij dat een gemeente slechts kan toetreden tot een politiezone uit het eigen arrondissement, in casu Halle-Vilvoorde? Zal de minister de gemeente Wemmel nu al duidelijk maken wat haar wettelijke verplichtingen ter zake zijn?

Mevrouw Annemie Turtelboom, minister van Binnenlandse Zaken. – Artikel 9 van de wet op de geïntegreerde politie laat niet toe dat een politiezone wordt gevormd bestaande uit gemeenten die behoren tot een andere provincie. De wetgeving is voldoende duidelijk. Als daarvan wordt afgeweken, zal het parlement eerst de wet moeten aanpassen.

Een herschikking van een politiezone is overigens geen unilaterale beslissing. Ook de partner, de zones of de zone die men op het oog heeft, moet uiteraard akkoord gaan.

De wettelijk gecreëerde mogelijkheid van zoneverandering verliep op 1 januari 2011. Een wijziging zal voortaan het voorwerp van een wetsvoorstel of wetsontwerp moeten uitmaken.

Een wijziging van het aantal gerechtelijke arrondissementen ingevolge een herindeling van het gerechtelijk landschap zal mogelijk een invloed hebben op het politielandschap. Het is uiteraard nog te vroeg om hierover uitspraken te doen. Alles zal afhangen van de wetten die het parlement in de toekomst zal goedkeuren.

Wat de tweede vraag betreft, voorziet de wet in een aantal oplossingen. Er kan een alternatieve verdeelsleutel, de 60/20/20-regel, worden opgelegd.

réglé par les articles 71 à 76 de la loi. Pour ceux que cela intéresse, j'ai ces articles sous la main.

Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel à la ministre de l'Intérieur sur «la réglementation sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces» (n° 5-329)

Mme Fabienne Winckel (PS). – La proposition de réglementation sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces a pour objectif de faciliter ce type de transport dans la zone euro ainsi que la libre circulation de la monnaie unique. Elle devrait donc harmoniser les différentes réglementations nationales via un ensemble de règles communes s'appliquant aux opérations transfrontalières de transport et exclure les opérations nationales.

L'étude d'impact de la Commission européenne prévoit que les concurrents des entreprises de transport de fonds établies actuellement en Belgique pourront venir de France, du Luxembourg et des Pays-Bas. Les transporteurs de fonds pourront donc se déplacer d'une place sécurisée à une autre et desservir des clients sur leur passage. La seule limite sera que le transporteur devra provenir de l'étranger et y retourner le soir, ce qui sera aisé vu la petite taille de la Belgique qui pourrait être traversée de multiples fois par des transports transfrontaliers.

Concernant la rémunération et le régime de sécurité sociale auquel seront soumis les travailleurs, le projet actuel de règlement prévoit l'application à tous les transporteurs de fonds transfrontaliers de la directive 96/71/CE relative au détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services. L'ESTA, fédération patronale européenne qui représente 90% de l'industrie du transport de fonds en Europe, estime à ce sujet que « les règles de protection financière s'appliquant au personnel de transport de fonds devraient prendre en compte la valeur de tous les avantages, financiers et en nature, et non seulement le niveau de salaire et les heures supplémentaires ». Ce qui inquiète l'ESTA et les syndicats, c'est que le projet de règlement ne précise pas la question du salaire minimum.

De plus, le transport de fonds est une activité exposée à des risques importants relatifs à la sécurité des convoyeurs de fonds et de la population. Les États membres appliquent donc des règles strictes en ce qui concerne le nombre minimal de convoyeurs de fonds, le blindage des véhicules, la formation des convoyeurs, les systèmes intelligents de neutralisation de billets, etc.

Le règlement européen prévoit deux hommes d'équipage pour tout transport CIT alors qu'il est dorénavant possible en Belgique de faire du CIT *light* avec un seul homme. Quelle est la règle qui prévaudra ? Un seul homme suffirait-il puisque c'est prévu par la législation belge ?

Les multinationales qui sont actuellement actives sur le territoire belge pourraient-elles décider de passer par les pays limitrophes pour les activités de CIT, surtout si le coût patronal y est moindre ? N'y aura-t-il pas concurrence entre

Die vindt men terug in artikel 40 van de wet. Een tweede mogelijkheid is de ambtshalve inschrijving in de begroting door de gouverneur. Dat is een toepassing van het specifiek toezicht geregeld bij de artikelen 71 tot 76 van de wet. Voor de geïnteresseerde leden heb ik die artikelen bij.

Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de minister van Binnenlandse Zaken over «de regelgeving over het professioneel grensoverschrijdend transport van eurocontanten» (nr. 5-329)

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – *Het voorstel van regelgeving over het professioneel grensoverschrijdend transport van eurocontanten heeft de vergemakkelijking van dit type transport in de eurozone en het vrije verkeer van de eenheidsmunt tot doel. Het zou de verschillende nationale regelgevingen dus moeten harmoniseren via een geheel van gemeenschappelijke regels die van toepassing zijn op grensoverschrijdende transportoperaties en nationale operaties moeten uitsluiten.*

De effectenstudie van de Europese Commissie verwacht dat de concurrentie voor de huidige in België gevestigde transportondernemingen zou kunnen komen uit Frankrijk, Luxemburg en Nederland. De geldtransporteurs zullen zich dus kunnen verplaatsen van de ene verzekerde plaats naar de andere en de klanten op hun doortocht bedienen. De enige beperking zal zijn dat de transporteur in het buitenland gevestigd moet zijn en er de avond zelf nog moet terugkeren, wat gemakkelijk zal zijn omdat België zo klein is dat het enkele keren per dag door grensoverschrijdende transporteurs kan worden doorkruist.

Wat betreft de bezoldiging en het socialezekerheidsstelsel waaraan de werknemers onderworpen zijn, voorziet het huidige voorstel van regelgeving in de toepassing op alle grensoverschrijdende geldtransporten van de richtlijn 96/71/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 1996 betreffende de terbeschikkingstelling van werknemers met het oog op het verrichten van diensten. De ESTA (European Security Transport Association), een Europese werkgeversorganisatie die 90% van de geldtransportindustrie in Europa vertegenwoordigt, is hierover van mening dat de regels van financiële bescherming die van toepassing zijn op het personeel van de geldtransporten, rekening zouden moeten houden met de waarde van alle voordelen, zowel de financiële als die in natura, en niet alleen met de lonen en de overuren. Wat de ESTA en de vakbonden verontrust, is dat het voorstel van regelgeving niets vermeldt over het minimumloon.

Het geldtransport is bovendien een activiteit waaraan zware risico's voor de transporteurs en de bevolking verbonden zijn. De lidstaten passen dus zeer strenge regels toe wat betreft het minimumaantal bewakers bij geldtransporten, de bepantsering van de voertuigen, intelligente systemen voor de vernietiging van biljetten, enzovoort.

De Europese regelgeving voorziet in een ploeg van twee begeleiders voor elk CIT-transport, terwijl het in België mogelijk is CIT-light transporten te doen met één begeleider. Welke regel zal hier doorslaggevend zijn? Zal één begeleider voldoende zijn omdat het zo bepaald is in de Belgische

les entreprises filiales d'une même multinationale ?

L'application de la directive 96/71/CE à tous les transports de fonds transfrontaliers n'entraînera-t-elle pas du dumping social étant entendu que de nombreux pays offrent une couverture sociale moins avantageuse que la Belgique ? Le principe de concurrence sur un pied d'égalité ne sera-t-il pas remis en cause par ce règlement ?

Le règlement concerne-t-il le salaire minimum sectoriel ou interprofessionnel ?

Les règles de sécurité des États membres les plus exigeants seront-elles maintenues ?

Vu les différences entre les modèles de formation appliqués dans l'ensemble des États membres, ne faudrait-il pas mettre en place un examen de compétences plutôt que de fixer un nombre précis d'heures de formation ?

Mme Annemie Turtelboom, ministre de l'Intérieur. – Ce projet de règlement n'est pas encore définitif. Il a été approuvé unanimement en conseil Ecofin et il est actuellement en discussion au Parlement européen. Mes réponses se fondent dès lors sur le texte du projet tel qu'il a été déposé au Parlement européen et porteront seulement sur les questions relatives à la sécurité et à la formation. Je vous invite à interroger M. Reynders, ministre des Finances, pour obtenir plus de détails sur le règlement ainsi qu'à Mme Milquet, ministre de l'Emploi, pour les questions relatives à l'emploi et au travail.

Ce règlement prévoit un système d'autorisations particulier pour les transports transfrontaliers de billets de banque au sein de la zone euro. Pour tous les autres transports, les règles de droit interne des États membres restent d'application. Une entreprise qui souhaite obtenir une autorisation pour le transport transfrontalier de fonds doit déjà être autorisée à pratiquer ce type de transport dans son pays d'origine. Si aucun système d'autorisation n'existe dans le pays d'origine, l'entreprise doit prouver qu'elle a exercé du transport de valeurs dans son pays d'origine pendant au moins vingt-quatre mois.

Les agents provenant d'une entreprise étrangère, qui effectueront du transport transfrontalier dans notre pays, doivent suivre une formation complémentaire dont le programme et le nombre d'heures sont définis. Aucun examen n'est prévu. Cette disposition a été arrêtée après concertation avec les partenaires sociaux concernés au niveau européen.

Le règlement offre à la Belgique la possibilité de soumettre le transport transfrontalier aux mêmes conditions de sécurité que le transport interne belge.

Le transport CIT *light* peut être réalisé avec un seul agent de gardiennage lorsque le parcours s'effectue sur le territoire belge. Le transport transfrontalier d'argent, quant à lui, nécessitera la présence de deux agents de gardiennage.

(La séance est levée à 11 h 30.)

wetgeving?

Zullen de multinationals die momenteel op het Belgische grondgebied actief zijn, kunnen kiezen voor onze aangrenzende landen voor hun CIT-activiteiten, vooral omdat de werkgeversbijdragen er lager zijn? Zal er geen concurrentie ontstaan tussen filialen van eenzelfde multinational?

Zal de toepassing van de richtlijn 96/71/EG op alle grensoverschrijdende geldtransporten geen sociale dumping tot gevolg hebben, aangezien talrijke landen een minder voordelig socialezekerheidsstelsel hebben dan België? Zal de regelgeving het principe van de concurrentie op voet van gelijkheid niet op de helling zetten?

Heeft de regelgeving betrekking op het sectorale of op het interprofessionele minimumloon?

Zullen de strengste veiligheidsregels in de lidstaten gehandhaafd blijven?

Moet er, gelet op de verschillen tussen de opleidingsmodellen in de verschillende lidstaten, geen competentie-examen worden georganiseerd in plaats van een zeker aantal opleidingsuren te bepalen.

Mevrouw Annemie Turtelboom, minister van Binnenlandse Zaken. – *Dit voorstel van regelgeving is nog niet definitief. Het is in de Ecofin-Raad unaniem goedgekeurd en wordt thans behandeld in het Europees Parlement. Mijn antwoorden zijn bijgevolg gebaseerd op de tekst van het voorstel zoals het in het Europees Parlement is ingediend en zullen uitsluitend betrekking hebben op de vragen over de veiligheid en de opleiding. Ik nodig u uit de heer Reynders, minister van Financiën, te ondervragen voor meer details over de regelgeving en mevrouw Milquet, minister van Werk, voor meer uitleg over de werknemersaspecten.*

De regelgeving voorziet in een specifiek vergunningssysteem voor grensoverschrijdende transporten van bankbiljetten in de eurozone. Voor alle andere transporten zijn de regels van intern recht van elke lidstaat van toepassing. Een bedrijf dat een vergunning voor grensoverschrijdende geldtransporten wil, moet in zijn land van oorsprong al beschikken over een vergunning voor dergelijke transporten. Als in dat land van oorsprong geen enkel vergunningssysteem bestaat, moet het bedrijf bewijzen dat het in zijn land van oorsprong al gedurende ten minste vierentwintig maanden waardetransporten heeft verricht.

De agenten van een buitenlandse onderneming die in ons land grensoverschrijdende transporten verrichten, moeten een bijkomende opleiding volgen waarvan het programma en het aantal uren vastgelegd zijn. Er is in geen enkel examen voorzien. Deze bepaling werd op het Europees niveau vastgelegd na overleg met de betrokken sociale partners.

De regelgeving biedt België de mogelijkheid het grensoverschrijdend geldtransport te onderwerpen aan dezelfde veiligheidsvoorwaarden als het binnenlands transport.

Het CIT-lichttransport kan worden uitgevoerd met één enkele bewakingsagent als het parcours volledig op Belgisch grondgebied ligt. grensoverschrijdend geldtransport vergt de aanwezigheid van twee bewakingsagenten.

(De vergadering wordt gesloten om 11.30 uur.)